

Les otages de Quebecair

Après avoir affiché un déficit de \$8 millions en 1981, le transporteur aérien régional Quebecair annoncera un déficit de \$21 millions pour l'an dernier, malgré une injection appréciable de fonds publics du gouvernement du Québec.

Ces résultats financiers, dont *La Presse* a pu prendre connaissance, constituent sans doute une toile de fonds appropriée à la commission parlementaire qui s'ouvre aujourd'hui à Québec pour se pencher sur « l'évolution et l'avenir » de Quebecair.

Il est évident qu'on y posera pas mal de questions. Pourquoi Quebecair va si mal, pourquoi le gouvernement québécois s'est impliqué directement, combien y a-t-il injecté de dizaines de millions de dollars, qui est le responsable de la situation actuelle.

Il faut cependant espérer que les gestionnaires de la compagnie aérienne, que ce soit Alfred Hamel, son président, ou encore Guy Bernier, le président du conseil, qui représente les intérêts du Mouvement Desjardins dans la compagnie, ne servent pas de boucs émissaires. La commission analysera sans doute la qualité de leur gestion. Mais ils ne sont pas les acteurs principaux de ce psychodrame: ils font plutôt figure d'otages.

On peut diviser l'histoire récente de Quebecair en trois chapitres. Et il semble clair que, tour à tour, le gouvernement canadien et celui du Québec se sont « mis les pieds dans les plats » et ont illustré, par l'absurde, ce que l'interventionnisme gouvernemental ne devrait jamais être.

Chapitre I: le fédéral ne tient pas ses promesses

Lorsque Alfred Hamel a pris le contrôle de Quebecair en 1979, l'avenir semblait rose. « La seule raison qui nous a poussés à acheter a été la perspective d'une fusion de Quebecair avec Nordair », a-t-il précisé dans une entrevue à *La Presse*. « Cela semblait tellement possible! »

Pour M. Hamel, un homme d'affaires du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui a très bien réussi dans le transport routier, cette fusion aurait permis de mettre sur pied au Québec un seul transporteur régional fort et donc en bonne santé. « C'était une décision qui s'est prise sur une base d'affaires. »

Cette perspective de fusion était en effet à portée de la main parce que le gouvernement fédéral, dont la société d'Etat Air Canada avait racheté le transporteur Nordair, avait solennellement promis de le retourner au secteur privé dans les plus brefs délais. « Si cela avait marché, on aurait maintenant une fiche de belle compagnie, qui serait forte et rentable. Le processus de fusion par étapes, qui devrait prendre deux ans selon notre projet, serait déjà complété. »

Les principales critiques de cet homme d'affaires s'adressent ainsi au gouvernement fédéral qu'il accuse de ne pas avoir tenu ses promesses et de ne jamais avoir vraiment voulu redonner Nordair au secteur privé et en abandonner le contrôle. Après deux ans de promesses et de tergiversations, cette fusion souhaitée par M. Hamel, ou une autre du même genre, ne s'est jamais concrétisée. Et sans cette fusion qu'elle attendait, Quebecair s'est trouvée affaiblie, en quelque sorte toujours une moitié de transporteur régional.

C'est pour cette raison que les principaux actionnaires de Quebecair, sans exception, y compris M. Hamel, ont accepté, faute de fusion, de vendre leurs intérêts au gouvernement fédéral et d'accepter une offre d'achat faite par Air Canada durant l'été 1981.

Si cette offre avait été acceptée, les déboires de Quebecair auraient sans doute pris fin.

Chapitre II: Québec entre en scène

C'est alors qu'on aborde le deuxième chapitre de l'histoire de Quebecair. Les actionnaires de la compagnie n'ont pas vendu à Air Canada parce qu'ils n'ont pas eu le droit de le faire.

« Les actionnaires de Quebecair n'avaient pas le choix, explique M. Hamel. Une des conditions de l'offre du ministre fédéral Jean-Luc Pépin était que les gouvernements du Québec et d'Ontario approuvent l'achat de Quebecair. Or, Québec n'a pas accepté. »

À la place, le gouvernement du Québec, par l'entremise de ses ministres Bernard Landry, Développement économique, et Michel Clair, Transports, ont décidé de faire à Quebecair une offre financièrement comparable. La complexe convention entre Québec et les quatre principaux actionnaires donnait le contrôle ultime de la compagnie au gouvernement même si, sur papier, M. Hamel en restait le principal actionnaire.

Même si les termes de l'offre québécoise ressemblaient fort à celle du fédéral, la transaction ne pouvait faire autrement que d'être moins rentable pour Québec que pour Ottawa. En achetant Quebecair, même à prix fort, Air Canada pouvait retirer des bénéfices immédiats grâce à la fusion des deux transporteurs régionaux et à la rationalisation des lignes et des opérations qu'elle permettait. Québec, pour sa part, pour le même montant, ne retirait pas les mêmes avantages.

En outre, cette incursion dans le transport aérien a coûté à Québec plus cher que prévu. En raison de la crise, de la concurrence d'Air Canada, du déséquilibre de Quebecair, l'injection initiale de \$15 millions, comme l'a déjà indiqué cette chronique, approchera cet été les \$50 millions. La commission parlementaire fera sans doute la lumière sur ces chiffres.

Les raisons qui ont poussé le gouvernement québécois à investir dans le transport aérien dépassent la sphère de l'économie et remontent au dossier explosif de l'usage du français dans les airs. On visait entre autres à empêcher Ottawa de rapatrier le contrôle d'une compagnie québécoise et francophone. Alfred Hamel, qui ne veut surtout pas faire de politique, admet néanmoins que si Quebecair avait porté un autre nom, par exemple « Hamelair », les choses se seraient peut-être déroulées plus harmonieusement. C'est à partir de ce moment que l'on peut dire que les actionnaires de Quebecair, après avoir été tenus en haleine pendant deux ans par les autorités fédérales, sont devenus des otages dans une lutte à saveur constitutionnelle entre les deux paliers de gouvernement. Ils sont aussi en quelque sorte devenus, sans le vouloir, les gestionnaires de ce qui ressemble étonnamment à une société d'Etat.

Chapitre III: Ottawa revient à la charge

Mais tout ces efforts et ces dépenses de fonds publics ne donneront probablement pas grand chose. La survie de l'entreprise semble encore une fois dépendre du gouvernement fédéral et d'une offre faite à l'automne par le ministre des Transports Jean-Luc Pépin. Selon cette offre, qui fait l'objet de discussions, le Québec et Air Canada renouvelleraient Quebecair à parts égales, mais c'est Air Canada qui contrôlerait la gestion de la compagnie.

Il est cependant loin d'être évident que cette nouvelle offre, la planche de salut de Quebecair, soit plus avantageuse pour le contribuable québécois ou l'usager des lignes régionales que celle qui avait été faite en 1981. C'est la démonstration que le ministre Michel Clair devra faire aujourd'hui.

Quebecair

L'opposition veut entendre Campeau

L'opposition libérale fera des pressions pour que le président de la Caisse de dépôts et de placements du Québec, Jean Campeau, se présente devant les membres de la commission parlementaire sur Quebecair.

L'opposition trouve inconcevable que M. Campeau refuse de participer aux travaux de la commission, la Caisse de dépôts s'étant impliquée largement dans Quebecair, en lui prêtant d'importantes sommes.

L'or chute de \$50 l'once

Le prix de l'or a baissé de presque \$50 l'once sur tous les marchés internationaux. À New York, le prix a baissé de \$43 pour terminer à \$400.50. En Europe, la baisse a généralement été plus forte, car les marchés n'avaient pas subi une baisse aussi forte qu'à New York et à Chicago vendredi dernier.

FREDERIC WAGNIÈRE

En Extrême-Orient, le prix de l'or a même baissé au-dessous de \$400 en début de matinée dans un climat de panique. De nombreux spéculateurs craignent, en effet, que de nombreux pays producteurs de pétrole, dont l'Union soviétique, ne soient obligés de vendre de l'or pour se maintenir à flot financièrement si la guerre du pétrole coupe leurs revenus de façon dramatique.

Les prix d'autres métaux ont aussi été affectés par cette chute du prix de l'or. L'argent à New York a baissé de \$2.20 à \$10.30 et

les analystes estiment que les prix tomberont de la limite permise demain, car les ordres de vente s'accumulent hier en fin de journée. La platine aussi a perdu une quarantaine de dollars en sympathie avec le marché de l'or.

L'argent, tout comme l'or est un métal qui est souvent thésaurisé pour protéger contre l'inflation. De nombreux spéculateurs pensent que la baisse du prix du pétrole pourrait affecter l'évolution de tous les prix et ainsi limiter l'attrait de l'argent comme protection contre l'inflation.

Toutefois, Raymond Goldie, analyste chez Richardson Greenshields, pense que cette baisse du prix de l'or est un peu une tempête dans un verre d'eau. Il a remarqué que le prix de l'or passe par une période de faiblesse chaque année au printemps. Il estime qu'à partir de juillet, le marché haussier de l'or devrait redémarrer, l'été étant généralement une période de hausse pour l'or.

M. Goldie estime qu'en dépit de tout l'or reste une valeur qui a de l'avenir. Que la guerre du pétrole s'envenime ou qu'elle se résorbe, l'or continuera à monter. En effet, avec le maintien du prix du pétrole on risque tôt ou tard d'assister à une relance de l'inflation et l'or servirait de protection contre la dévalorisation de la monnaie. Au contraire, si le prix du pétrole s'effondre, les troubles financiers seront tels que les gens voudront détenir de l'or comme valeur refuge.

Il va de soi que de telles vues n'étaient pas prédominantes dans les marchés hier. C'était surtout un marché de spéculateurs qui essayaient de prévoir ce que les pays exportateurs de pétrole allaient faire s'ils se trouvent à court d'argent. Les observateurs pensent qu'il y a eu très peu de ventes de lingots et de pièces d'or et qu'il s'agit de l'instant surtout d'un marché de spécialistes dans les marchés à ter-

me. Si les pays producteurs de pétrole vendent de l'or, ils le feront sans doute de façon fort discrète afin de ne pas provoquer de remous dans le marché. On pense que certains pays auraient déjà vendu des quantités considérables aux cours des derniers mois.

La chute de l'or a aussi provoqué des prises de bénéfices à la Bourse de New York où l'indice Dow Jones a baissé de 8.32 points à 1112.62. Les titres de mines d'or ont donné le ton à la baisse, mais dans l'ensemble le marché semble encore convaincu que l'économie gagnera de la baisse du prix du pétrole.

L'indice de la Bourse de Toronto a baissé de 32.74 points à 2090.37. L'indice des mines d'or est tombé de 378.51 points après une chute de 403 points vendredi dernier. Les actions pétrolières ont aussi pesé lourdement sur l'indice général. À Montréal, l'indice de la Bourse a baissé de 4.40 points à 349.44.

ENTIÈREMENT GARANTI PAR QUÉBEC

Sidbec doit emprunter \$150 millions pour renflouer son fonds de roulement

Sidbec effectuera d'ici la fin de mars un emprunt de \$150 millions à \$200 millions, entièrement garanti par le gouvernement, pour renflouer son fonds de roulement, grevé par ses déficits.

GILLES GAUTHIER

C'est ce qu'a déclaré hier à LA PRESSE M. Michel Labonté, sous-ministre adjoint responsable des sociétés d'Etat au ministère des Finances.

Sidbec ne sera sans doute jamais en mesure de rembourser cette somme. C'est donc l'Etat qui devra effectuer les versements et le montant en question s'ajoutera à toutes fins utiles aux \$565 millions injectés par Québec jusqu'à maintenant dans la sidérurgie gouvernementale.

« Il est évident, si on veut être

réalistes, que ce montant se retrouvera dans les dépenses du gouvernement », a dit M. Labonté.

La plus grande partie des sommes investies par Québec depuis 1969 dans Sidbec servaient à financer les investissements de la compagnie alors que cette fois, elles équivalent, de dire le sous-ministre, à « subventionner l'entreprise ». La caisse est donc à sec et, pour reprendre une expression à la mode, on emprunte pour payer l'épicerie.

M. Labonté prend soin de préciser que ce geste ne préjuge rien des mesures qui seront prises en 1983-84 par le gouvernement. Cet emprunt permet d'attendre que des décisions concrètes soient prises dans la foulée de la commission parlementaire sur Sidbec qui s'est

tenue en novembre dernier. On sait, entre autres, que deux comités regroupant la direction de l'entreprise et le Syndicat des métaux sous l'égide du gouvernement, se penchent dans le moment sur l'avenir de la sidérurgie d'Etat.

Le sous-ministre des Finances, Robert Normand, avait donné une indication de ce qui se préparait lorsqu'il écrivait dans la dernière synthèse des opérations financières du gouvernement que « les besoins de liquidité de Sidbec, jusqu'à maintenant partiellement assumés par le gouvernement, devraient faire l'objet d'un refinancement sur le marché privé d'ici la fin du présent exercice ». L'emprunt permet de biffer la provision de \$70 millions qui avait été réservée en vue de pouvoir aux be-

soins de la compagnie et en vertu de laquelle le gouvernement faisait des avances de liquidités directement à l'entreprise.

Les pertes de Sidbec en 1982 ont été de l'ordre de \$152 millions, portant le déficit accumulé depuis 1969 à \$450 millions.

Il n'est pas exclu, de dire M. Labonté, que le remboursement de l'emprunt se retrouve dans les comptes publics sous la rubrique des dépenses du ministère de l'Industrie et du Commerce, responsable de Sidbec. Jusqu'à maintenant, les fonds additionnels étaient injectés par des amendements à la loi créant la compagnie et apparaissaient dans les opérations non budgétaires. On explique que le capital-actions était versé pour l'expansion de la compagnie, ce qui n'est pas le cas cette fois-ci.

L'ex-Entraide Longueuil s'attend à ce que 3,500 membres retirent \$10 millions

La Caisse Desjardins de financement de Longueuil, la deuxième Caisse d'entraide la plus importante au Québec avant la crise, a passé hier le test du dégel de ses fonds, sans trop de difficultés, 21 mois après la tempête

LAURIER CLOUTIER

de juin 1980 et neuf mois après le vote par lequel elle a choisi de s'affilier au Mouvement Desjardins. Près de 3,500 membres pourraient toutefois exiger le retrait de \$10 millions, ou plus de 20

pourcent des fonds, ce qui demeurerait cependant en deçà des prévisions.

Pas de queue à la porte du 90 Sainte-Foy, à Longueuil, hier. Financement Desjardins a ouvert 30 minutes plus tôt que d'habitude et avait prévu une équipe d'accueil de 42 personnes, spécialement entraînées, et deux salles d'attente, avec café offert par la maison.

Il n'en reste pas moins que quelque 525 membres se sont présentés et ont exigé des retraits de \$995,000.

En outre, des membres de Caisses populaires environnantes leur ont demandé d'effectuer des transferts, parfois importants, de Financement Longueuil, pour un total qu'il reste impossible à comptabiliser actuellement.

Dans le courrier, le directeur général Maurice Côté de l'ex-Entraide Longueuil a de plus relevé des renouvellements de dépôts de \$1.7 million contre des retraits de \$607,000.

\$9.4 millions jusqu'ici

Si l'on ajoute les retraits de

\$7.8 millions accumulés par la poste jusqu'à vendredi soir dernier, on obtient le total de \$9.4 millions de sorties sur le total d'épargne de \$39.8 millions et les actifs de \$48.5 millions.

« On s'attendait au pire », a déclaré Maurice Côté en entrevue, mais les retraits « totaliseront au maximum 21 ou 22 p. cent ».

Financement Longueuil devrait conserver « 5,000 de ses 8,321 membres avec des épargnes au-dessus de \$30 millions ».

La pire performance du PNB en 50 ans: recul de 4.8%

OTTAWA (PC) — L'économie canadienne a atteint en 1982 son plus bas niveau depuis la dépression des années 30 alors que le produit national brut (PNB) a chuté de 4.8 p. cent au cours de l'année.

JULIET O'NEIL

C'est ce qu'a révélé, hier, Statistique Canada qui note toutefois que le quatrième trimestre de 1982 a cependant manifesté des signes qui sont constants « avec la croyance de plus en plus répandue voulant que la récession, qui a débuté à l'été de 1981, tire à sa fin ».

L'agence fédérale note que cette régression de 4.8 p. cent du PNB, le principal barème de la santé de l'économie, est le premier fléchissement annuel du produit national brut en 28 ans et la pire performance depuis 1933.

C'est en 1953 que le produit national brut, la valeur des produits et des services réalisés au pays au cours de l'année, avait fléchi pour la dernière fois alors que la baisse avait été de 1.2 p. cent. Par contre, la chute du PNB enregistrée en 1933, soit au plus creux de la récession économique, avait été de l'ordre de 6.7 p. cent.

Signes encourageants

Les dernières statistiques com-

portent toutefois des indices encourageants puisque la baisse du PNB enregistrée durant le dernier trimestre de 1982 n'était que de 1.1 p. cent.

Bien que le fléchissement du dernier trimestre soit le sixième consécutif, enregistrant par le fait même une baisse de 7.5 p. cent du produit national brut depuis la seconde moitié de 1981, Statistique Canada y voit des indices démontrant que la récession est sur le point de se résorber.

Le premier de ces signes encourageants, c'est que la demande intérieure — soit les dépenses des consommateurs, celles des gouvernements et les investissements des entreprises — a augmenté en termes réels pour la première fois depuis le second trimestre de 1981.

Ces chiffres tiennent compte de l'inflation. Avant que l'inflation soit prise en considération, le produit national brut a grimpé en 1982 de 5.3 p. cent à \$348.9 milliards et la hausse du PNB pour le dernier trimestre s'établissait à deux p. cent à \$356.7 milliards.

En termes réels, après avoir pris en considération l'inflation et les ajustements saisonniers, on constate qu'en 1982, le produit national brut a chuté de 4.8 p. cent à \$128 milliards, comparativement à une majoration de 3.1 p. cent à \$134.5 milliards en 1981.

Au cours du dernier trimestre de 1982, le PNB a enregistré un déclin de 1.1 p. cent à \$125.8 milliards.

Durant l'année 1982, consommateurs et entreprises ont considérablement diminué leurs dépenses face à la baisse de leurs revenus et à la hausse des taux d'intérêt qui ont atteint des sommets sans précédent.

La demande intérieure a regressé de 4.2 p. cent et de l'avis des experts de Statistique Canada, « il n'y aura pas de redressement aussi longtemps que la demande des biens de consommation n'aura pas pris un nouvel élan ».

Les dépenses des consommateurs, principalement pour des biens durables et des maisons, ont fléchi de 2.5 p. cent après avoir enregistré de légères hausses au cours des cinq années précédentes. La construction résidentielle a fait un chute de 23.5 p. cent tandis que les investissements dans les usines, la machinerie et l'équipement ont dégringolé de 11 p. cent, contrairement à la tendance encourageante des quatre dernières années.

Les inventaires des entreprises autres que les fermes ont regressé de \$3.3 milliards, alors qu'un nombre de plus en plus élevé de compagnies se sont efforcées de lutter contre la récession en se

débarassant de leur vieux stock avant de commander du stock neuf. C'est l'industrie des véhicules moteurs qui a enregistré la chute d'inventaire la plus marquée.

Le déficit commercial historique dans les produits et les services a été converti en 1982 en un surplus de \$1.2 milliard. Cela s'explique du fait que la valeur des marchandises exportées a grimpé de 0.3 p. cent, tandis que les importations ont chuté de 13.2 p. cent.

Un chômage endémique, tout particulièrement dans l'industrie manufacturière, et les restrictions salariales ont eu pour effet, au cours de l'année 1982, de hausser de 6.9 p. cent la croissance des gages, des salaires et du revenu supplémentaire des travailleurs. Cela constitue néanmoins un contraste avec la croissance de 13.9 enregistrée en 1981 et représente le taux de croissance le plus bas en 19 ans.

Profits des compagnies

De leur côté, les profits des sociétés commerciales ont dégringolé de 33.3 p. cent, les réduisant à des niveaux qui n'avaient pas été vus depuis 1977. Le seul secteur du revenu national à augmenter de façon substantielle fut celui des intérêts et de certains revenus d'investissements, en hausse de 10 p. cent.

<h2>REERou CPG</h2>	<h3>11%</h3> <p>2 ANS</p>	<h3>11 1/4%</h3> <p>29 MOIS</p>	<h3>11 3/4%</h3> <p>38 MOIS</p>	<p>Montant minimum 500\$</p> <p>Aucuns frais d'administration</p>	<p>APPELEZ-NOUS</p> <p>1253, ave McGill College Montréal H3B 2Z6 (514) 878-3351</p> <p>Centre Commercial Place Rosemère Rosemère J7A 3T2 (coin boulevard Labelle et autoroute 640) (514) 437-0710</p> <p>6633 est. rue Sherbrooke Montréal H1N 1C7 (coin Langelier et Sherbrooke) (514) 253-1720</p>
	<p>Intérêt versé annuellement Taux sujets à changement Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec</p>			<p>Les transactions peuvent se faire par téléphone.</p>	

Le trust à la mesure de chacun



LE TRUST DE LA BANQUE D'ÉPARGNE

Détérioration de la performance de la Caisse de dépôt

■ QUÉBEC (PC) — La performance de la Caisse de dépôt et de placement du Québec s'est grandement détériorée depuis 1978 et le souci du rendement semble avoir cédé le pas à des considérations d'ordre politique.

BERNARD RACINE

Au cours d'une conférence de presse tenue hier, l'économiste Marcel Bélanger a affirmé que la CDPQ, qui s'était maintenue longtemps dans la bonne moyenne des caisses de

traite au pays, occupe maintenant la queue du peloton.

C'est là, selon lui, la conclusion qui se dégage de l'analyse du taux réel de rendement de son fonds général qui comprend les avoirs de la Régie des rentes et de la Régie de l'assurance automobile, un fonds qui représente 68 p. cent de l'ensemble des fonds et patrimoines gérés par la CDPQ.

La méthode suivie pour arriver à cette conclusion se rapproche autant que possible de celle des deux grandes

maisons Wood Gundy et Becker, spécialisées dans l'analyse de performance de 400 caisses de retraite au pays.

D'après cette analyse, le fonds général, qui a occupé les 11e et 21e rangs parmi les 100 premières caisses de retraite, a dégringolé au 91e rang en 1978, s'est placé 98e en 1980 et 90e en 1981.

« À compter de 1979, le taux réel de rendement du fonds général aurait même été inférieur à la montée de l'indice des prix à la consommation. D'où détérioration sensible des avoirs

des cotisants, » a dit M. Bélanger.

Au cours de cette période, la mauvaise performance de la CDPQ a entraîné un manque à gagner d'au moins \$700 millions par année, a soutenu l'économiste, qui a admis que la performance s'était améliorée en 1982, grâce à la baisse des taux d'intérêts.

Orientation tournée

M. Bélanger a énuméré comme suit les raisons les plus évidentes de la « piètre performance » de la CDPQ au cours des dernières années :

— La CDPQ semble être devenue une société de gestion, contrairement au rôle que lui avait confié le gouvernement lors de sa création et qui était d'assurer la protection du capital des cotisants et de le faire

fructifier. En la créant, le premier ministre Jean Lesage avait souligné que la CDPQ ne devait jamais être une seconde Société générale de financement et qu'elle ne devait pas servir à financer des projets économiques ou sociaux si essentiels soient-ils, a rappelé M. Bélanger.

— Son portefeuille-actions est trop faible (17 p. cent à la fin de 1981) comparativement à 38,7 p. cent pour la moyenne de Wood Gundy.

— Son portefeuille ne contient pas assez de titres étrangers, auxquels affectent de 7 à 10 p. cent la plupart des régimes de retraite.

— Il est trop axé sur certains types d'entreprises (mines et métaux, papiers et produits forestiers) et son rendement est affecté quand ces sec-

tions vont mal comme présentement.

— La CDPQ est trop axée sur les titres de sociétés ayant leur siège social ou des activités importantes au Québec.

— Son portefeuille est engorgé par les obligations du gouvernement du Québec (60 p. cent) ce qui lui laisse peu de place pour de bonnes industrielles. Un tel engorgement a empêché la CDPQ d'investir dans des titres à court terme à fort rendement.

— Sa nouvelle politique de prêter à des taux de faveur au gouvernement du Québec et à Hydro-Québec (\$1,050 millions en 1980 et \$725 millions en 1981).

Sur le rôle de holding que la CDPQ semble vouloir jouer, M. Bélanger a déclaré :

« Surtout depuis 1978, la CDPQ est de-

venue plus qu'un simple fiduciaire des milliards de dollars qui lui sont confiés. Elle s'est lancée dans des prises de contrôle (Domtar, Noranda, Provigo, Gaz métropolitain) ou de position importante (Alcan, Canadien Pacifique, Dominion Textile, Prenor) d'entreprises jugées stratégiques pour le développement du Québec, par qui, on ne sait trop. »

Pour corriger la situation, M. Bélanger demande que la CDPQ ait plus de transparence dans les chiffres de sa performance et la création d'un comité d'étude chargé de revoir sa mission, sa réorientation, ses liens avec le gouvernement, sa performance relative et l'exode inquiétant de ses cadres et de ses professionnels.

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA

NOMINATIONS



Me ANDRÉ ROLLAND



OSCAR LAUZON

Monsieur Pierre Favreau, vice-président, services fiduciaires, Trust Général du Canada, annonce les nominations de Me André Rolland, avocat, au poste de vice-président adjoint, services fiduciaires aux sociétés, et de monsieur Oscar Lauzon au poste de conseiller spécial, services fiduciaires aux sociétés.

Me Rolland était depuis 1965 conseiller juridique aux services fiduciaires aux sociétés, et monsieur Lauzon a oeuvré plus de 35 ans aux services fiduciaires aux sociétés et il en était le vice-président adjoint.

Un taux de financement exceptionnel!

7,9%

TAUX ANNUEL

Offert en exclusivité sur les modèles Spirit, Concord et Renault 18 1982 en inventaire. Venez nous rencontrer pour connaître tous les détails

A MA BAIE AUTOMOBILE INC.
9790, boul. Gouin ouest
Pierrefonds, Québec
Tél.: (514) 684-4400

Jusqu'au 31 mars 1983 seulement. Taux offert sur une somme prêtée de 6 000\$ maximum pour une durée de 36 mois. Non applicable à l'achat de flottes.



Les épiciers en gros contestent certaines politiques provinciales

■ Les grossistes en alimentation du Québec ne sont pas contents. Sur au moins six points, ils contestent les politiques et réglementations gouvernementales qui, estiment-ils, les pénalisent ou risquent de le faire.

MICHEL ROESLER

Réunis à Montréal, à l'occasion de leur 40ième congrès annuel, les membres de l'Association des Épiciers en gros de la province de Québec (AEG), n'ont pas mâché leurs mots.

Leur porte-parole, Bernard Turcot, président de cet organisme, a identifié pour la presse, ces points noirs :

- 1— les dissensions entre l'AEG et l'Office de la protection du consommateur;
- 2— les heures d'ouverture des commerces;
- 3— le problème des

contenants consignés; 4— l'abolition de la réglementation sur le lait UHT;

5— le litige entre épiciers et pharmaciens et le problème de la consommation abusive de médicaments;

6— enfin la position de l'AEG sur les démarches de Steinberg pour obtenir le droit de vendre du vin et de la bière et l'élargissement de la gamme des vins vendus dans les épicerie.

Les grossistes en alimentation s'en sont fermement pris contre l'Office de protection du consommateur à la suite d'un article publié dans le numéro de janvier 1983 de *Protégez-vous*, intitulé « Les pièges des supermarchés », article qui, selon l'AEG « laisse planer l'honnêteté des commerçants. Cet article écrit en sous-titre : « Aménagés pour favoriser les achats im-

pulsifs, les supermarchés obligent le consommateur à rester sur ses gardes s'il ne veut pas être influencé outre mesure par les techniques subtiles de la mise en marché... »

Bernard Turcot répond à cela que les épiciers ont pour mission de répondre, avant tout, à la demande du public, tout en maintenant un code d'éthique rigoureux.

L'AEG proteste aussi contre la réglementation de l'Office qui oblige les détaillants à marquer les prix sur tous les produits. Cette décision fait suite à un document de l'ICOP que l'AEG trouve biaisé.

En ce qui concerne les heures d'ouverture des commerces, les épiciers en gros favorisent le statu quo. La prolongation des heures d'ouverture ne ferait qu'augmenter les coûts d'exploitation des commerçants sans pour autant favoriser les consommateurs, estiment-ils. Ils exigent que la loi sur les heures d'ouverture soit sévèrement appli-

quée et que les amendes soient augmentées. Les membres de l'AEG font allusion aux nouveaux marchés qui se créent un peu partout et sont ouverts même le dimanche.

Le problème des contenants consignés inquiète les épiciers à la suite de l'utilisation probable et étendue des canettes d'aluminium. Les épiciers craignent que dans ses projets de législation le ministre de l'Industrie du Commerce et du Tourisme prennent le problème des contenants en considération. Dans l'industrie de l'alimentation, les bouteilles consignées à cause des coûts de manipulation et de l'encombrement qu'elles représentent, sont un véritable cauchemar.

Le lait UHT, un lait spécialement traité et qui peut se conserver très longtemps, sans être réfrigéré, devrait être considéré comme une simple conserve, recommande l'AEG qui réclame à la Régie des marchés agricoles d'abolir la réglementation sur le lait pour ce produit.

Cette réglementation est onéreuse pour l'épicier alors que le produit, différent du lait nature, très périssable, n'en a pas besoin.

Les épiciers estiment que lorsque les pharmaciens, parlant de surconsommation de médicaments, demandent qu'on les retire des rayons des épiceries, ils ne font que défendre « leur tiroir-caisse ».

Enfin l'AEG s'oppose fermement à la vente des vins et bières dans les chaînes d'alimentation. Il n'y a pas de raisons déclarent-ils

pour modifier une situation datant de 1921. D'autant plus que l'épicier indépendant en a besoin pour se protéger contre les chaînes, ne disposant pas de leurs moyens pour s'assurer une clientèle.

En ce qui concerne l'éventualité d'un élargissement de la gamme des vins vendus dans les épiceries, l'AEG maintient sa position qui y est très favorable mais attend que Québec annonce sa nouvelle politique en la matière, avant de se prononcer.

NOMINATIONS



Me Madeleine Jacob



Me Stéphane Rivard

L'Alliance compagnie mutuelle d'assurance-vie a le plaisir de vous faire part des nominations suivantes :

Me Madeleine Jacob, notaire, agira dorénavant à titre de Secrétaire adjoint de la Compagnie. L'expérience qu'elle a acquise au sein de l'industrie de l'assurance lui permettra d'assister le Secrétaire de la Compagnie.

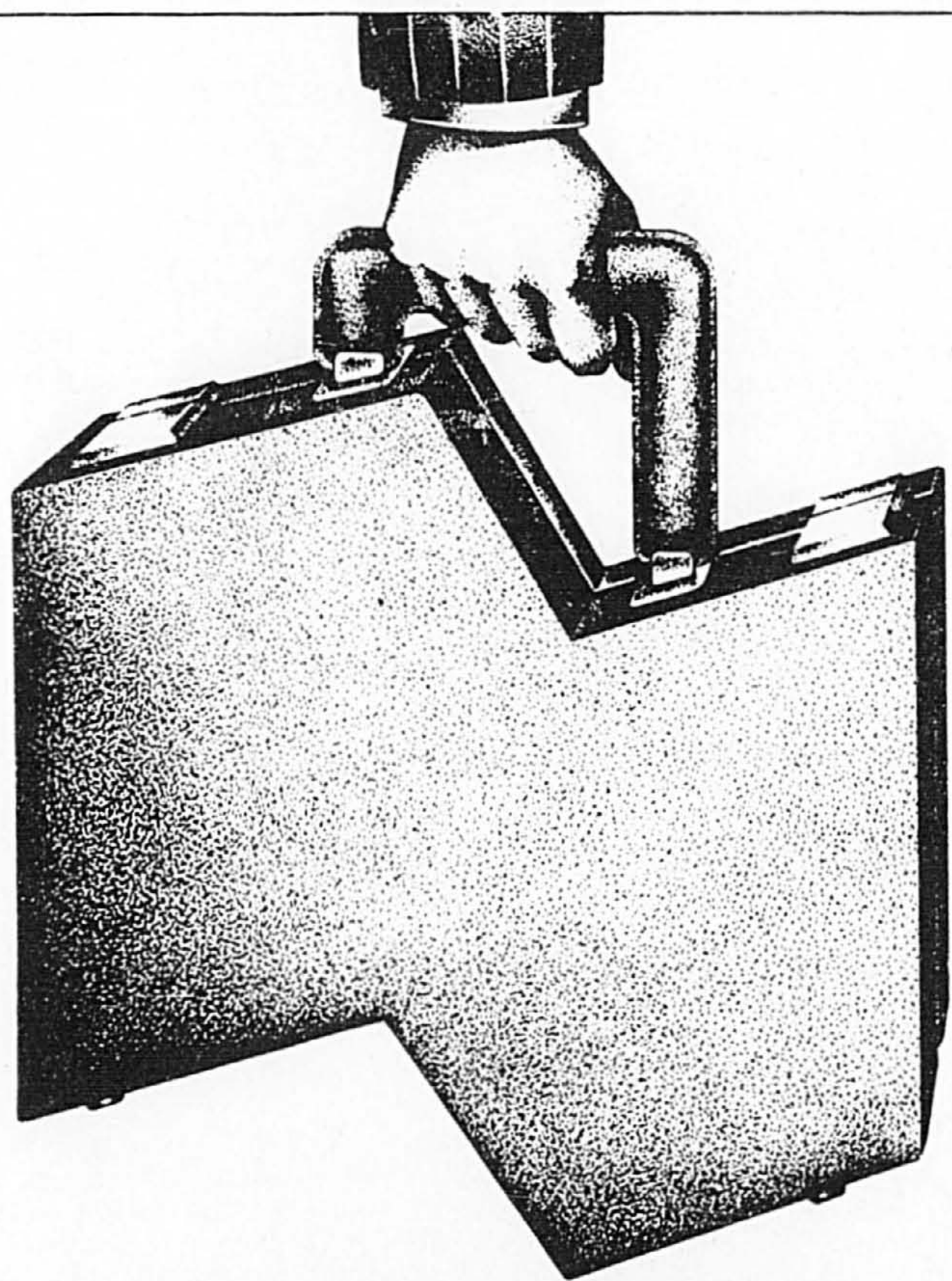
Me Stéphane Rivard, avocat, a été promu au poste de Directeur adjoint du contentieux. Au cours des quatre dernières années, il a acquis une solide expérience dans le domaine de l'assurance-vie à titre de conseiller juridique.

L'Alliance mutuelle-vie fêtait récemment son 90^e anniversaire de présence active au Québec dans le domaine des assurances de personnes (vie, accident, maladie et rentes).

B.F. Goodrich cherche un acheteur

■ La filiale canadienne du groupe B.F. Goodrich cherche activement un acheteur pour sa division d'ingénierie, située à Kitchener, en Ontario. La décision de vendre ces installations fait partie d'un programme de restructuration de \$50 millions, annoncé ré-

cemment. Les autres installations de B.F. Goodrich au Canada (y compris la vaste usine de pneus de Kitchener, ainsi que les usines de produits chimiques de Shawinigan et de Niagara Falls), ne sont pas touchées par cette décision.



La Banque Nationale, la banque d'affaires numéro un au Québec.

La Banque Nationale s'occupe des affaires d'un plus grand nombre d'entreprises que toute autre banque au Québec.

• **On s'occupe de vous**
Dans toutes les régions de la province, vous pouvez compter sur des personnes qualifiées, sensibilisées à vos besoins. La mise sur pied d'un programme de décentralisation donne à un plus grand nombre de nos succursales une véritable vocation de banque d'affaires. Vous bénéficiez ainsi d'un service personnalisé plus complet et de décisions administratives plus rapides.

• **On s'occupe de vos affaires**
La Banque Nationale veut devenir un partenaire actif soucieux de vous aider à franchir les étapes difficiles et désireux de participer à votre réussite. Si nécessaire, elle vous offrira des prêts à des taux très concurrentiels et, grâce à son réseau pancanadien de succursales, elle simplifiera toutes vos

transactions interprovinciales. De plus, pour mener à bien vos projets sur le marché international, nos représentants, en collaboration avec nos bureaux en Europe, en Asie, aux Bahamas et aux États-Unis, sont en mesure de vous offrir absolument tous les services internationaux dont vous aurez besoin.

Nos directeurs de succursales aimeraient discuter avec vous le développement de nouvelles affaires. Ils peuvent vous offrir des services qui feront de la Banque Nationale le partenaire commercial de votre entreprise.

Votre succès, nous, on s'en occupe, à la Banque Nationale.



BANQUE NATIONALE

Nous, on s'en occupe.

LES OFFRES D'AFFAIRES

705 HYPOTHÈQUES

ABAISEMENT: 1ère-douzième hypothèque. Jour, soir, 729-4332.

ARGENT À PRÊTER sur hypothèque, 1ère et 2e. Contiditel, Hatoir, 697-5361

FINANCEMENT D'ENTREPRISES Prêts hypothécaires 1ère-2e, résidentiel et commercial, prêts commerciaux.

TEL: 845-1232 LES SERVICES FINANCIERS ANDRÉ RICHARD & ASS. INC.

L'HOMME à connaître, 1ère, 2e, achats liquidation de vente, 733-4214. Claude St-Onge CTR.

MONTRÉAL, \$20,000, 2e hypothèque désirée, 17%, 691-3157.

PREMIÈRE ou deuxième hypothèque, refinancement hypothécaire, service rapide, Caisse Populaire Pontmain, 663-6029

PRÊTS 1re et 2e et temporaire, ville, banlieue, arive, 254-3464.

RAPIDEMENT: 1ère, 2e, succursale Beaubien, Montréal H2G 3E2.

TERE, 2E: balance prix vente, taux compétitifs, imm. André Circe Inc. crtr, 653-5353.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

CREEZ votre propre emploi (Dans votre région) Si vous disposez de \$6,000 minimum, que la vente des parfums vous intéresse. 777-2436.

DESTRONS distributeur pour artisanat québécois, livre d'impôt, bijouterie, tissage, meubles, coramie, etc. Ecrivez à l'importadora Maya, ca Calle 18-73, Zona 6, Guatemala, Guatemala, C.A.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

INVESTISSEUR désireux de financer une affaire comme bailleur de fonds ou associé. C.P. 475, succursale Beaubien, Montréal H2G 3E2.

OCCASION exceptionnelle pour hommes d'affaires disposant d'un capital de \$5,000 pour la mise en marché ou niveau international, national et local d'un nouveau type de magasin prêt-à-porter révolutionnaire. 1 (514) 842-2559.

SOYEZ VOTRE PROPRE PATRON Votre propre épicerie avec boulangerie et four. Operation complete clé en main, comprenant formation et publicité. Financement si désiré. Appelez M. Karom, Boulangerie Contor: 374-2100.

VENDEURS (ES) ITINÉRANTS PERSONNES LIBRES

Pour une mise de fonds de \$410, nous offrons merveilleux gadget en exclusivité au Canada. Revenus très intéressants. Acceptations distributeurs à travers le Canada. Appelez (514) 431-7865/868, entre 10h30 et 16h, soir: 733-6975, 739-5169.

VIDEO ENTREPRISE: Cassettes, disques, prix de liquidation, 738-8448.

715 SERVICES FINANCIERS

PROBLEMES FINANCIERS Pre-faillite, pré-saisie, consolidation de dettes, Montréal et provinces.

LES SERVICES FINANCIERS LABBE & ASSOCIES 922-2645

725 TENUE DE LIVRES, DECLARATIONS D'IMPÔT

EX-TRAVAILLANT Ministère revenu, commerce, impôt prioritaire, vendeur, taxi, etc. Gain capital. Via domicile, 332-9623.

R. GALPEAU & ASSOCIES Impôts, Tenue Livres, Succession, 722-1759, 722-5904

Tenue de livres INTERNATIONAL

SPECIALISTES D'IMPÔTS Prix incroyablement bas, à partir de \$10. Pour avocats et médecins, compléter les livres et impôts \$200. Service rapide et fiable, avec reconnaissance officielle. Metro Guy, 1434 rue St-Catherine ouest, suite 104, 861-4852. Service offert aussi les samedis et dimanches.

712 ASSOCIÉS DEMANDES

ASSOCIE DEMANDE Aucun investissement. Potentiel illimité. Desir de réussir, agressif et travaillant. 449-7204, 668-4348.

INTRODUCTION pour bureau gestion et administration, comptabilité à main, carboniser information, prêts, aide gouvernementale, petit capital demandé, écrire à La Presse, ref 2272, CP 041, Succ A, Montréal, H3C 3E3.

715 SERVICES FINANCIERS

Ai besoin de \$15,000 pour 2 ans, palerai intérêt de 25%, 327-1061.

AYONS besoin argent à prêter sur hypothèque, notaire, 697-5361.

730 ÉQUIPEMENT SPÉCIALISÉ

LOGICIELS pour micro-ordinateurs conçus selon vos besoins. Possibilité de traitement de vos données sur notre ordinateur. 464-0233, soir 467-7092.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des OFFRES D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS. 285-7111 ANNONCES ENCADRÉES 285-7000

**NOMINATION
CLUB DE TENNIS
4 SAISONS**



ROGER RAYMOND

Monsieur Jean-Claude Héroux, président de Jay Norris Canada Inc., est heureux d'annoncer la nomination de monsieur Roger Raymond au poste de directeur général et professionnel en chef du Club de Tennis 4 Saisons, une division de Jay Norris Canada Inc.

Monsieur Roger Raymond possède plusieurs années d'expérience dans le domaine du tennis.

De 1972 à 1975, Roger Raymond a porté les couleurs de l'Université d'Alabama du Sud où il a obtenu un baccalauréat en éducation physique.

En 1975-76, il devient l'entraîneur de l'équipe universitaire et, de retour au Québec, accepte le poste d'entraîneur provincial. Il dirige également l'équipe québécoise lors des Jeux du Canada de St. John's, Terre-Neuve.

C'est au Club de Tennis 4 Saisons que Roger Raymond commence sa carrière de professionnel. Il devait par la suite oeuvrer à la Récréathèque, au Carrefour et à Tennis 13.

Ayerst, McKenna & Harrison Inc.



D. Donald Davies



David Wren

Le conseil d'administration d'Ayerst, McKenna & Harrison, Inc. annonce l'élection récente de M. D. Donald Davies au poste de président du conseil. M. Davies était président de la maison depuis 1980. M. Davies continuera d'exercer sa fonction de directeur administratif.

M. David Wren a été nommé président. Il était, jusqu'à cette nomination, directeur général d'Ayerst, Grande-Bretagne.

La compagnie Ayerst, McKenna et Harrison a obtenu son incorporation au Canada en 1925 et elle est depuis plus de 50 ans une des plus importantes de l'industrie pharmaceutique canadienne.



TransCanada Pipelines Limited

**AVIS DE DATE D'INSCRIPTION
ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES**

L'Assemblée annuelle des actionnaires de TransCanada Pipelines Limited aura lieu le mercredi 4 mai 1983 à 10 heures du matin, heure de Calgary, dans la salle Britannia de l'hôtel Westin à Calgary, Alberta.

Seuls les détenteurs d'actions ordinaires inscrits aux registres à la fermeture des bureaux le 1er avril 1983, date fixée par le conseil d'administration de la Société, auront le droit de recevoir une convocation à l'assemblée annuelle.

Toronto, le 1er mars 1983.

PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

D.M. Johnston
Secrétaire de la Société

ÉCONOMIE ET FINANCE

Un autre sursis à Dome Petroleum

■ TORONTO (CP, Reuter) — Pour une troisième fois, les créanciers de Dome Petroleum Ltd. ont accordé à cette dernière un sursis de la onzième heure pour le remboursement de sa dette de \$1.1 milliard du hier.

Des sources bien au courant des négociations soulignent que les banques canadiennes impliquées ont consenti à reporter au 31 mars les montants dus, ajoutant que l'entente intervenue en septembre dernier entre les banques canadiennes et le gouvernement fédéral a été elle aussi prolongée jusqu'au 4 avril.

Un banquier a toutefois révélé que \$69 millions dus à un syndicat américain dirigé par la Citibank ont toutefois été remboursés hier.

Il semble toutefois qu'institutions financières canadiennes et américaines sont encore loin de s'entendre sur un plan global de refinancement de la dette de \$8 milliards de Dome Petroleum. Les négociations continuent.

Taux d'intérêt BGT

(PC) — Voici les divers taux d'intérêt en vigueur le 28 février dans les principales institutions financières au Canada et compilés par la maison Sogecar Inc.

Institutions	Dépôt à terme			Hypothèque		Prêt personnel 1 à 5 ans
	30-59	1 an	3 ans	1 an	5 ans	
Fid. Québec	8.75	10.00	12.00	12.50	11.75	13.50
Trust Royal	8.50	10.00	11.00	12.00	11.75	13.50
Trust Général	8.50	10.38	12.00	12.75	11.25	—
Crédit Foncier	8.50	10.00	11.25	12.50	11.75	13.50
Morguard	8.75	10.25	11.00	12.25	12.50	13.75
Montréal Trust	8.25	10.25	11.50	12.25	11.75	12.50
Fid. Prêt.Rev.	8.75	10.25	11.75	12.75	11.75	13.50
Guardian	9.00	10.00	10.50	12.25	11.25	—
Fiduciaires	8.38	9.75	11.00	12.25	11.75	—
Fid. Permanent	8.25	10.25	10.75	11.75	11.75	13.50
Morgan Trust	—	10.00	12.00	12.50	11.75	14.00
Soc. Nat.Fid.	8.50	10.00	11.00	11.75	11.50	13.50
Trust National	8.50	10.25	10.75	12.25	11.50	13.50
First City	8.50	10.50	11.00	11.75	—	—
Guaranty Trust	8.25	10.00	11.25	12.00	11.75	13.75
B. Mercantile	8.75	9.50	10.00	10.00	—	—
B. Nationale	7.50	9.50	11.25	12.00	11.50	14.00
B. Epargne	7.50	9.25	11.25	12.00	11.75	14.00
B. Royale	7.50	9.75	11.00	—	12.00	14.00
B. Commerce	7.50	9.75	11.00	11.50	11.75	14.00
B. N.-Ecosse	7.50	9.75	10.75	11.50	12.00	14.25
B. Continentale	8.00	10.00	10.50	11.00	—	16.50
B. Montréal	7.50	9.50	11.00	11.50	11.75	13.50
B. TD	7.50	9.25	9.75	—	11.75	14.00

Prêt hypothécaire: assurance-vie non-incluse.

Prêt personnel: taux minimum.

Certificat P. G.: non-encassable pour la période invertie.

Les taux fournis étaient en vigueur lundi le 28 février. Les taux non fournis n'étaient pas encore disponibles au moment de la cueillette des données.

NOMINATION

**BANQUE
NATIONALE
DU CANADA**



Monsieur Gilles Roch

La Banque Nationale du Canada annonce la nomination d'un nouvel administrateur, M. Gilles Roch, de Repentigny. Entré au service de la Banque Provinciale du Canada en 1948, M. Roch est maintenant Vice-président exécutif—Canada à la Banque Nationale du Canada depuis mars 1981.

M. Roch siège au conseil d'administration de la Société Immobilière Natcan Ltée et de Laurentide Mortgage Corporation, qui sont des filiales à part entière de la Banque Nationale. Il est également administrateur de Les Investissements Novacap Inc., de l'Hôpital St-Luc et d'importants organismes du domaine culturel au Canada.

**Avez-vous
pensé à un
financement
à taux
fixe de
RoyNat?**

RoyNat est une des rares sources de financement à taux fixe.

Il est difficile de prévoir la tendance des taux mais il semble qu'il serait temps de fixer son taux d'intérêt.

Un financement à taux fixe de RoyNat vous permettrait de budgétiser avec plus de précision. Les fonds peuvent être utilisés pour rembourser vos emprunts à taux variable, entreprendre un projet d'expansion ou simplement combiner taux fixe et taux variable.

Le taux fixe mérite d'être considéré.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec RoyNat.

33 succursales au Canada.

RoyNat

Au service
de la PME

PARLONS INDUSTRIE AU VERMONT



LES INDUSTRIELS sont invités à participer à une session d'études sur le Vermont qui se déroulera à Montréal.

ENTRÉE LIBRE

de 9h à 17h vendredi 4 mars
au Centre Sheraton, Montréal

DES REPRÉSENTANTS INDUSTRIELS seront sur place afin d'expliquer quel rôle le Vermont peut jouer dans l'extension des affaires.

Pour tout autre renseignement, veuillez contacter le:

Vermont Information Center
2051, rue Peel
Montréal, Québec
Canada H3A 1T6
Tél.: 514 / 845-9840

mazda

nous sommes ouverts...
pour une bonne transaction



SUR MAZDA RX-7
EN INVENTAIRE

AUTONOR

2344, LABELLE, ST-JÉRÔME 436-8211

**Aménagez vos bureaux
dans l'un des immeubles
les plus modernes
au Canada.**

**LA TOUR
DE LA BANQUE
NATIONALE**

C'est une bonne décision d'affaires.

La Tour de la Banque Nationale, c'est le premier immeuble du genre à Montréal. Il est moderne, confortable, prestigieux, d'une grande efficacité énergétique et offre tous les services d'un centre commercial intérieur avec accès direct au métro.

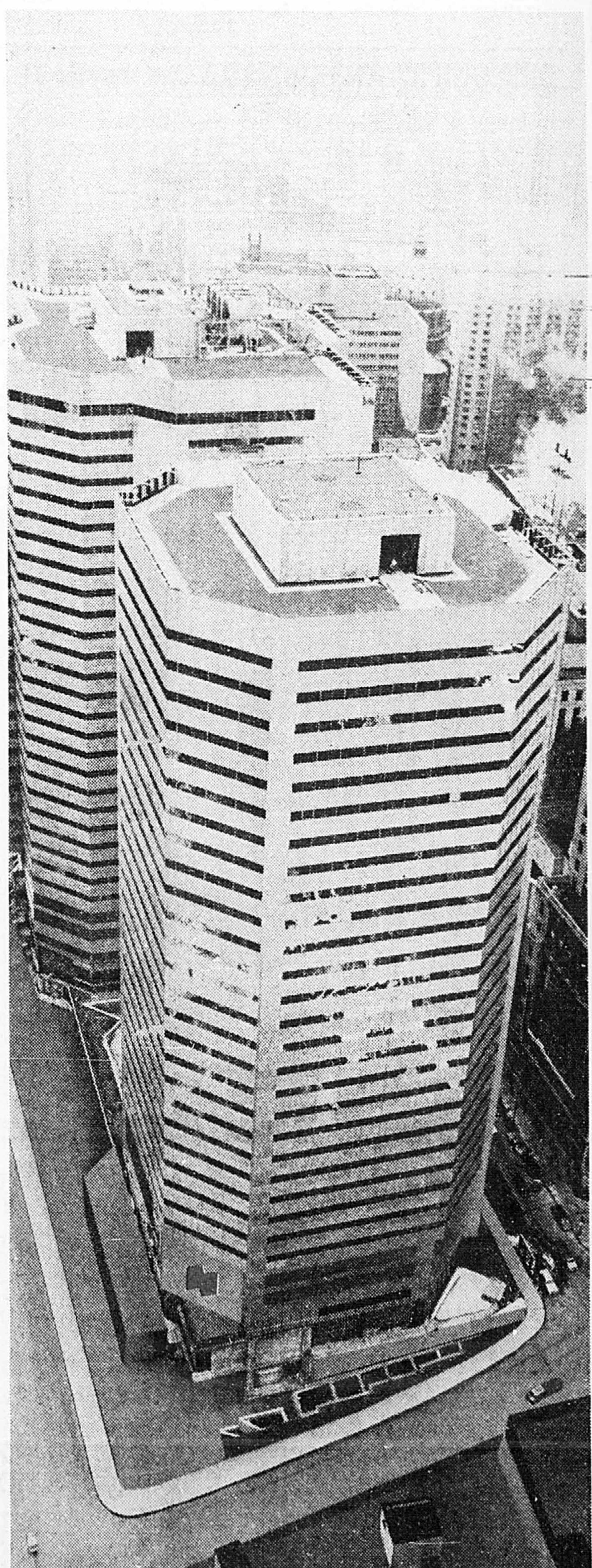
Sur le plan de l'efficacité énergétique, il offre:

- Une réduction de moitié de la consommation d'énergie par rapport aux immeubles des décennies antérieures. Résultat: vos frais d'exploitation sont moins élevés et augmenteront moins rapidement dans les années à venir.

Sur le plan du confort et des commodités, il offre:

- une température ambiante contrôlée par ordinateur avec témoin dans chaque pièce et un système de ventilation indépendant pour le chauffage et la climatisation;
- tous les services réunis en un noyau central ouvert sur plusieurs faces;
- des possibilités d'aménagement intérieur sans contraintes, ce qui permet une utilisation très efficace de l'espace sans colonnes.
- 16 ascenseurs ultra-modernes à micro-processeur réduisant le temps d'attente, dont un ascenseur à marchandises;
- un système des plus avancés de protection contre les incendies.
- un réseau piétonnier intérieur menant au métro et comprenant une trentaine de boutiques et trois restaurants.

La Tour de la Banque Nationale, c'est tous ces avantages, plus l'agrément d'une localisation idéale au coeur du centre des décisions et d'une vue extraordinaire sur Montréal. Renseignez-vous sans tarder au (514) 861-8586.



Centre de perfectionnement HEC

Gestion financière pour non-financiers

les 7, 8 et 9 mars 1983

Ce programme s'adresse à tous les cadres, sauf les professionnels de la comptabilité et de la finance, qui désirent acquérir une bonne connaissance de la gestion financière d'une entreprise. Parmi les principaux sujets abordés, mentionnons: le langage comptable et financier, l'analyse d'états financiers, les différents types de budget, les ratios, le seuil de rentabilité, etc.



animateur:

M. Pierre Langevin
L.Sc. compt., C.A.

M. Langevin est professeur à l'École des Hautes Études Commerciales, attaché au service de l'enseignement de la finance. Économiste et conseiller en administration, il a participé à de nombreuses études touchant le domaine financier.

Autres séminaires offerts

- Fiscalité et avantages sociaux les 10 et 11 mars 1983
- Le budget: outil de planification et de contrôle les 14, 15 et 16 mars 1983

Renseignements:
Centre de perfectionnement
École des Hautes Études Commerciales
Tél.: (514) 343-4495

**BANQUE
NATIONALE**

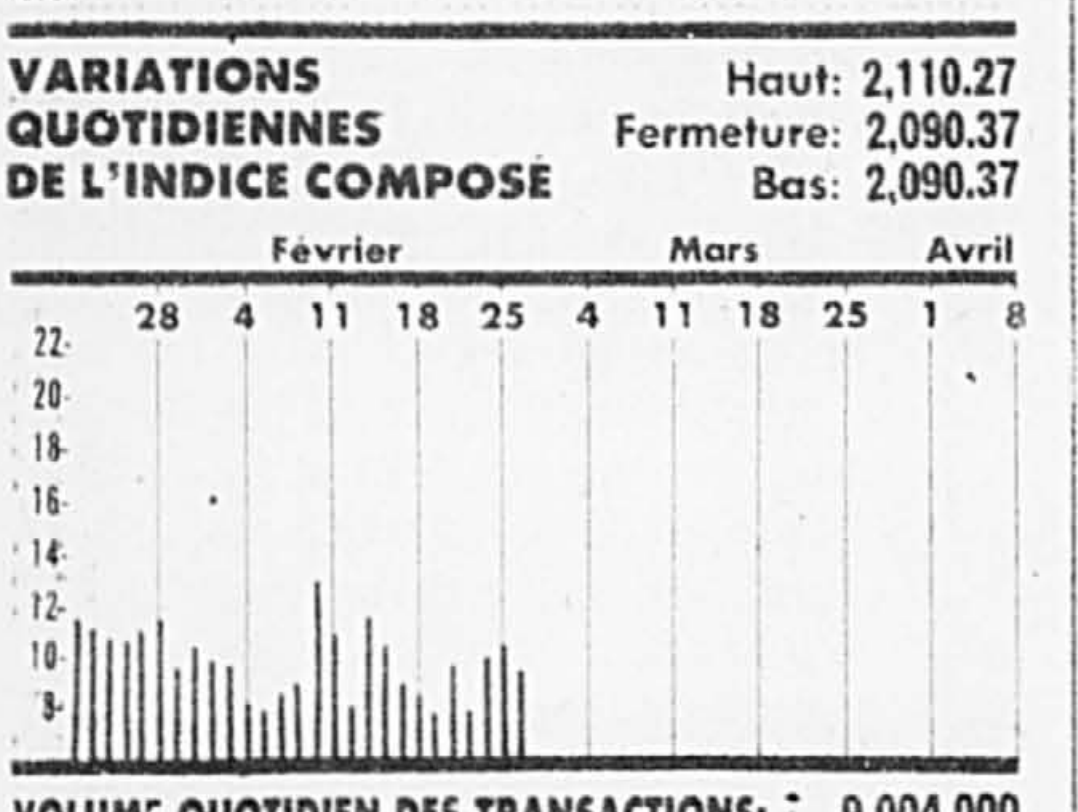
LES SERVICES IMMOBILIERS

A.E. LePAGE

Une exclusivité

TORONTO

Table with 4 columns: Index, Change, High, Low. Includes indices for 2218, 2178, 2138, 2098, 2058, 2018, 1978, 1938, 1898, 1858, 1818.



VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ. Haut: 2,110.27. Fermeture: 2,090.37. Bas: 2,090.37.

Table with 4 columns: Index, Change, High, Low. Includes indices for 22, 20, 18, 16, 14, 12, 10, 8, 6, 4, 2.

INDICES À LA BOURSE DE TORONTO

300 COMPOSÉ 2,090.37 -32.74. SERV. FINANCIERS 1,603.81 -1.54. MINES ET MÉTAUX 2,026.66 -69.74. PÉTROLES ET GAZ 2,650.86 -78.39. INDUSTRIELLES 1,569.99 -5.91.

par la presse canadienne TORONTO (PC) — Les cours ont fortement fluctué à la baisse, lundi à la Bourse de Toronto. Le volume a été de 9.0 millions d'actions transigées, au regard de 10.2 millions vendredi. L'indice des 300 a reculé de 32.74 points et a clôturé à 2,090.37. Selon les analystes, les investisseurs craignent une guerre et une chute des prix du pétrole. Parmi les industrielles très actives, Noranda Mines a régressé de 1/4 à \$22 1/4; Alcan de \$3 à \$36; Cominco de 1/4 à \$49 1/4; Falconbridge Ltd. de 3 à \$56. Mais FCA International a acquis 1/2 à \$17 1/2; et Wardair International 1/2 à \$6 3/4. Chez les mines, Campbell Red Lake a abandonné 2 1/4 à \$29 1/4; Lac Minerals 2 à \$21 1/4; et Dome Mines 1 1/2 à \$18 1/4. Mais Barymin Explorations a ajouté 6 cents à 28 cents. Au nombre des pétrolières, Domo Canada a délaissé 20 cents à \$4.20; Asamera Inc. 1/4 à \$21; et Ram Pete 1/4 à \$9. Mais Ocelat B a grimé de 1/4 à \$11 1/4; et Petrotech Inc. de 15 cents à \$2.35.

Table of stock prices under 'A-B' and 'C' sections. Columns include company names, prices, and changes.

Table of stock prices under 'D-G' and 'H-L' sections. Columns include company names, prices, and changes.

Table of stock prices under 'M-O' and 'P-S' sections. Columns include company names, prices, and changes.

Table of stock prices under 'T-Z' section. Columns include company names, prices, and changes.

OPTIONS TRANS-CANADA (non transigées)

Large table of non-traded options for various stocks, including columns for stock name, option type, price, and volume.

OPTIONS TRANS-CANADA (transigées)

Large table of traded options for various stocks, including columns for stock name, option type, price, and volume.

Table of stock prices under 'Q-R' and 'S-Z' sections. Columns include company names, prices, and changes.

suite à la page B5

OPTIONS TRANS-CANADA (transigées)

Large table of traded options for various stocks, including columns for stock name, option type, price, and volume.

Open Interest: Total des contrats ouverts mais non livrés ou liquidés.

SOLVABILITE DE NOUVEUX ABONNES

Bell Canada pourra procéder à des enquêtes expérimentales

HULL (PC) — Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes a autorisé Bell Canada, hier, à procéder sur une base expérimentale à une enquête de solvabilité de certains de ses nouveaux abonnés.

Au cours des six prochains mois, la compagnie pourra demander des renseignements financiers personnels à des nouveaux abonnés de certaines villes du Québec et de l'Ontario (dont les noms n'ont pas été divulgués), à la condition de ne pas servir des renseignements ainsi obtenus pour refuser le

service à l'auteur d'une demande d'abonnement.

Si la société Bell trouve le procédé efficace, elle pourra s'adresser de nouveau au CRTC pour demander la permission d'effectuer des enquêtes de solvabilité.

Protestations

En novembre dernier, Bell a entrepris une telle enquête, mais l'abandonnée quelques jours plus tard devant les protestations de consommateurs et d'hommes politiques.

Les auteurs d'une demande d'abonnement devaient répondre à sept questions

sur leur emploi et leur situation financière.

On aurait pu, devant des réponses jugées non satisfaisantes, exiger un dépôt équivalent à six mois de service ou une garantie de crédit d'une tierce personne.

L'an dernier, Bell a éprouvé des difficultés avec environ 150.000 de ses quelque 700.000 nouveaux abonnés. La compagnie prévoit perdre de cette façon \$22 millions cette année. Le système réclamé du CRTC, s'il était accepté, réduirait ces pertes de \$5 millions, prétend Bell.

Bell dessert le Québec, l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest.

VANCOUVER

Table of stock market data for Vancouver, including columns for 'ch.', 'Valeurs Ventes', and 'Valeurs Achats' with various stock symbols and prices.

OPRE ET DEMANDE (de Toronto)

TORONTO (PC) — 28 février, les actions fournies par la Bourse de Toronto.

Table of stock market data for Toronto, including columns for 'ch.', 'Valeurs Ventes', and 'Valeurs Achats' with various stock symbols and prices.

Coca-Cola lance Diète Coke

Coca-Cola Canada va lancer Diète-Coke, une boisson gazeuse édulcorée à l'aspartame. John Brennan, vice-président de marketing de Coca-Cola Canada, a déclaré que cette dernière veut occuper le premier rang dans les ventes de boissons gazeuses sans sucre à la fin de 1983. Au Québec, environ 5 pour

cent des boissons gazeuses ne contiennent pas de sucre alors que cette proportion est de trois ou quatre fois plus élevée dans le reste du Canada. M. Brennan estime que cette différence est appelée à disparaître, car les gens vont de façon plus positive à l'adoption d'un régime alimentaire plus strict. Quant à la lutte avec Pepsi-Cola, M.

Brennan dit qu'il n'y a plus de problème et que Coca-Cola a pris encore de l'avance dans ses ventes.

Civitas vend CFNY et CKMW

La Corporation Civitas, du groupe Mutuel (CJMS et autres), vient de vendre la station torontoise CFNY-FM à Selkirk Communications

L'OR

LONDRES (PC) — Voici les cours de l'once (Troy) d'or à la fermeture des principaux marchés mondiaux, lundi, en dollars US avec, entre parenthèses, les cours de vendredi.

Table of gold prices in London, listing various gold products and their prices in dollars.

SI VOUS CHERCHEZ UN ACHETEUR POUR VOTRE AUTO, VOTRE MAISON OU VOTRE ORGUE ELECTRIQUE

LES PETITES ANNONCES 285-7111

DENREES AGRICOLES

(PC) — Cours des denrées transmis par le ministère fédéral de l'Agriculture: Beurres: Commission canadienne de l'industrie laitière, prix d'achat, No 92, 4,36 le kg; No 93, 5,48 le kg; prix de vente, 4,38-5,36 le kg; prix moyen du grossiste au détaillant: \$4,81 le kg. Fromage cheddar au kilot blanc, \$4,46; lait, écrémé: No 1, sac de 25 kg, \$2,61 le kg; pour nourrisseur: \$1,43-1,59; lait de beurre en poudre: \$1,72-\$1,81; petit lait en poudre commestible: \$0,40-\$0,70; lait en poudre pour nourrisseur: \$0,35-\$0,55 1-2 le kg. Oeufs: prix moyens des grossistes aux détaillants, boîte d'une douzaine, A-extra-gros, \$1,27; A-gros, \$1,22-9,10; A-moyens, \$1,12-8,10; A-petits, \$0,84-8,10. Prix de gros aux distributeurs établis par la Fédération des producteurs avicoles du Québec: A-extra-gros, \$1,23; A-gros, \$1,19; A-moyens, \$1,09; A-petits, \$0,81. A-poe-veau, \$0,48. Pommes de terre, prix de gros: Québec: brossées: \$0,65 à \$0,75 les 10 lb; \$1,20 à \$1,30 les 20 lb; \$2,40 à \$2,65 les 50 lb; I-P-E: \$0,75 à \$0,85 les 10 lb; \$1,40 à \$1,50 les 20 lb; \$3,00 à \$3,25 les 50 lb; Nouveau-Brunswick: \$2,50 à \$2,75 les 50 lb.

LES RESTAURANTS

MONTRÉAL (PC) — Le prix des vaches a augmenté de \$2 à l'ouverture, et sont difficilement demeurés fermes par la suite, hier au marché des bestiaux de Montréal.

Il y a eu quelques ventes de taureaux, de génisses et de bouvillons.

En réponse à une bonne demande, les différentes catégories de veaux de lait sont généralement demeurées fermes.

Arrivages lundi à 13 h: 442 bêtes à cornes et 390 veaux.

Les génisses ont rapporté: de type commercial: \$46,25 à \$57.

Les vaches de sexe vendues: D1: \$50-\$53,50; D3: \$42-\$51,50; D5: \$35-\$41,50.

Les veaux ont rapporté de choix: \$100-\$114; bons: \$90-\$110; de qualités moyenne et commune: \$55-\$85.

Les veaux de remplacement s'égèrent ont rapporté: bons: \$85-\$104; de qualités moyenne et commune: \$71-\$84.

LES GRAINS

WINNIPEG (CONTRATS EN TONNES) MARCHÉ À TERME

Table of grain market data for Winnipeg, listing various grain types and their prices.

LES DEVICES

(PC) — Voici les taux des devises étrangères tels que fournis par la Banque de Montréal. Les cotes sont en monnaie canadienne.

Ces taux sont qualifiés de minimaux parce qu'ils fluctuent durant la journée et qu'ils varient d'une banque à l'autre. — Tax mensuel: fée.

Table of exchange rates for various countries including Africa, Europe, and Asia.

LES AURIFERES

Formeture Afrique du Sud (Ad's S.U.S.)

Table of gold prices in South Africa, listing various gold products and their prices.

FRUITS/LEGUMES

(PC) — Voici les prix payés au Marché central métropolitain tels que fournis par le ministère de l'Agriculture du Québec:

Table of fruit and vegetable prices, listing various items like apples, oranges, and vegetables.

FRUITS/LEGUMES

Carottes: \$6,50 à \$7,00 le sac de 24 sachets de 5 lb ou 10 sachets de 5 lb.

Table of carrot prices, listing different varieties and their prices.

FRUITS/LEGUMES

Oignons rouges: \$6,50 à \$7,00 les 12 sachets de 2 lb.

Table of onion prices, listing different varieties and their prices.

FRUITS/LEGUMES

Poiresaux: moyens, \$4,00 à \$4,50 la boîte de 12 unités; gros, \$5,50 à \$6,00 la boîte de 12 unités.

Table of pear prices, listing different varieties and their prices.

FRUITS/LEGUMES

Choux verts: \$3,00 à \$4,00 la caisse de 12 unités.

Table of cabbage prices, listing different varieties and their prices.

FRUITS/LEGUMES

Choux rouges: \$3,00 à \$4,00 la caisse de 12 unités.

Table of red cabbage prices, listing different varieties and their prices.

Les cotes sont en devises canadiennes.

ÉCONOMIE ET FINANCE

rapports financiers express

Compagnies	Profits (pertes) (\$000)			Revenus bruts (\$000)		
	COURANT	L'AN DERNIER	VARIATION	COURANT	L'AN DERNIER	VARIATION
Banque Can. Imp. de Commerce (banques) Tor., Ont. 1er trim. 31 janv.	2,035	2,319	-12%	58,000	64,000	-9%
Noranda Mines (mines) Tor., Ont. année 31 déc.	(82,900)	164,800	—	2,830,000	3,030,000	-7%
Rio Algom (mines) Tor., Ont. année 31 déc.	17,813	65,832	-73%	760,200	918,300	-17%
Squibb Corp. (prod. pharmaceutique) NY, NY. année 31 déc.	153,600	41,100	+274%	1,660,800	1,523,900	+9%
Banque Mercantile du Canada (banques) Mont., Qué. 1er trim. 31 janv.	4,113	3,840	+7%	120,400	159,000	-24%
WCI Canada (électroménager) Guelph, Ont. année 31 déc.	4,600	3,300	+39%	136,200	130,100	+5%
Crown Cork & Seal Co. (capsules de bouteille) Tor., O. année 31 déc.	44,732	64,807	-31%	1,351,859	1,373,866	-2%
Bay Mills (textile) Tor., Ont. 1er sem. 31 janv.	(236)	634	—	21,600	20,100	+7%
DRG Inc. (papeterie/Mat. de bur.) Tor., O. année 31 déc.	1,395	4,349	-68%	102,500	108,900	-6%
Atco Ltd. (maisons préf.) Cal., Alb. 9mois 31 déc.	19,972	30,568	-35%	1,200,000	1,110,000	+8%
B.C. Sugar Ref. (sucre) Vanc., Cb. 1er trim. 31 déc.	271	2,997	-91%	35,200	41,400	-15%
Hudson Bay Mining (mines) Tor., Ont. année 31 déc.	(64,197)	(10,753)	—	255,200	312,700	-18%
Transalta Utilities (serv. pub.) Cal., Alb. année 31 déc.	188,294	143,338	+31%	492,600	402,700	+22%
Loblaws Cos. (alimentation) Tor., Ont. année 1er janv.	44,988	40,592	+11%	6,230,000	5,200,000	+7%

LE GROUPE LA LAURENTIENNE LA PRÉVOYANCE COMPAGNIE D'ASSURANCES



Marc Beauchesne Claude Fiset Claude L'Espérance

Monsieur Jean Baillargeon, vice-président exécutif et chef des opérations de La Prévoyance Compagnie d'Assurances a le plaisir d'annoncer les nominations suivantes:
Monsieur Marc Beauchesne est nommé directeur du service du personnel.
Monsieur Claude Fiset est nommé directeur du service de la comptabilité.
Monsieur Claude L'Espérance est nommé directeur adjoint des succursales.

LA CAISSE CANADIENNE DE DÉPÔT DE VALEURS LIMITÉE



RONALD S. RITCHIE

Le conseil d'administration de la Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée est heureux d'annoncer la nomination de Monsieur Ronald S. Ritchie au poste de directeur administratif et de son élection comme président du conseil.

Monsieur Ritchie était auparavant vice-président senior et membre du conseil de la compagnie Imperial Oil Limited. En 1979, il représentait la circonscription d'East York au Parlement et fut nommé secrétaire parlementaire du ministre des Finances. Plus récemment, Monsieur Ritchie était conseiller politique senior pour l'Association des courtiers en valeurs mobilières du Canada.

La Caisse canadienne de dépôt dessert les principales banques à charte, compagnies de fiducie et courtiers en valeurs et en investissements. Par le truchement de son service de compensation et de dépôts à Montréal et à Toronto, ses liens avec les services de changes de Vancouver et des États-Unis, ainsi que ses services auxiliaires, la compagnie met un maximum d'efficacité au service de l'industrie des valeurs.

REER — AUCUNS FRAIS CERTIFICATS DE PLACEMENT GARANTI

11 1/2% 39 MOIS COMPOSÉ ANNUELLEMENT
Un Traitement Préférentiel
AVEC LA COMPAGNIE DE FIDUCIE CONTINENTAL
CONTINENTAL TRUST
VANCOUVER TORONTO MONTRÉAL
2000 RUE PEEL BUREAU 900
MONTRÉAL, QUÉBEC H3A 2W6
(514) 842-9538 - 842-4923
TAUX SUJETS À CHANGEMENT
MEMBRE DE LA RÉGIE DE L'ASSURANCE DÉPÔTS DU QUÉBEC
MEMBRE DE LA CORPORATION D'ASSURANCE DÉPÔTS DU CANADA

VOLVO 1983

à partir de **12,110 \$**
Transport et préparation en sus.

GAREAU
Charles Gareau Inc.
10175, rue Papineau
Montréal
381-3987

APPRENEZ L'**ANGLAIS SPÉCIAUX**
4 semaines **INTENSIVES**
ou
10 semaines **RÉGULIÈRES**
Pour une démonstration et un test gratuits, appelez
GALOIS
844-5060
Depuis 1965
1410, rue Stanley, métro Peel Permis 749-755

L'OR À TERME

MARCHÉ DE WINNIPEG
Cotes des contrats à terme de l'or, en dollars canadiens, à la Bourse des dérivés de Winnipeg.
Comars de 20 onces

	Ouv.	Haut	Bas	Ferm.
Mars 83	—	—	—	419.00
Jun 83	—	—	—	432.00
Sep 83	—	—	—	445.00
Déc 83	—	—	—	456.00
Mars 84	—	—	—	470.00

Volume de vendredi: 8 contrats

CONTRATS DE 200 ONCES D'ARGENT

	Ouv.	Haut	Bas	Ferm.
Avr. 83	—	—	—	12.60
Jul 83	—	—	—	13.05
Oct 83	—	—	—	13.35
Janv 84	—	—	—	13.85
Avr 84	—	—	—	14.60

Volume de vendredi: 42 contrats

LES MÉTAUX

MARCHÉ DE LONDRES PRIX EN STERLING PAR TONNE MÉTRIQUE

FERMEURE

CUVRE (cathodes qualité sup.)
comptant 1081.5-1082.5
à terme 1114.1-1114.5
ventes 103,850 tonnes

CUVRE et CATHODES
comptant 1090-1091
à terme 1090-1091
ventes 8,300 tonnes

ÉTAIN (qualité ordinaire)
comptant à terme 8722-8724
ventes 7,900 tonnes

ÉTAIN (qualité supérieure)
comptant à terme 8722-8724
ventes nul tonnes

PLOMB
comptant à terme 291.50-292.50
ventes 72,500 tonnes

ZINC
comptant à terme 437.5-438.5
ventes 155,900 tonnes

ALUMINIUM
comptant à terme 830.5-831.5
ventes 907-908
160,175 tonnes

NICKEL
comptant à terme 2870-2875
ventes 2899-2900
8,622 tonnes

LES OBLIGATIONS

par la Presse Canadienne

GOUVERNEMENT DU CANADA

Canada 4 1/2 Sep 1-83	97.80	9.24
Canada 10 Oct 15-83	103.80	9.68
Canada 10 1/2 Apr 1-84	106.90	10.22
Canada 15 Aug 1-84	106.00	10.28
Canada 15 1/2 Jun 1-86-91	119.25	11.94
Canada 15 Mar 15-87	122.00	11.22
Canada 13 Mar 1-91	105.37	12.25
Canada 9 1/2 Oct 15-91	85.75	11.36
Canada 15 1/2 Mar 15-92	122.25	12.42
Canada 11 1/2 Dec 15-92	94.42	11.56
Canada 11 1/2 Feb 1-93	98.30	11.95
Canada 10 1/2 Feb 1-94	89.50	11.59

PROVINCIALES

Alta 12 1/2 Dec 15-82	98.75	12.42
BC Hv 14 1/2 Apr 1-86	109.00	13.72
NS 13 1/2 Apr 1-86	105.00	11.80
Nfld 13 1/2 May 15-86	103.50	10.02
NS 15 1/2 Apr 15-87-91	117.25	12.82
Ont Hv 15 1/2 May 15-87	112.00	11.77
Ont Hv 17 Mar 3-92	115.00	12.58
Ont Hv 14 1/2 Apr 21-86	109.50	12.95
QueHy 17 1/2 Nov 24-86-91	123.00	13.00
Que 16 1/2 Mar 22-87-91	119.00	13.33

INDUSTRIELLES

Bell 11 Oct 15-94	90.00	12.33
BC Tel 14 1/2 Apr 1-87-92	117.00	13.11
CIL 14 1/2 Apr 15-86	105.50	13.58
Com Uhl 17 1/2 Mar 15-97	118.75	14.26
Godfray 17 May 1-97	118.75	14.21
Nová 17 1/2 Feb 15-87	115.00	12.57
Nová 17 1/2 Feb 15-97	118.00	14.68

VOYAGES TOUREX INC.



Thomas H. O'Neill

Le bureau de direction de Voyages Tourex Inc. a le plaisir d'annoncer la nomination de Monsieur Thomas H. O'Neill au poste de directeur général de Voyages Tourex Inc. située au 2015, rue Drummond à Montréal. Voyages Tourex Inc. est une compagnie subsidiaire de McLean Kennedy Inc.

CEGEP VANIER



Dr. Marcel Hébert

Lors d'une réunion du conseil d'administration tenue récemment au Cégep Vanier, Dr. Marcel Hébert a été élu président du conseil d'administration. Il est actuellement chef du département de chirurgie dentaire à l'hôpital St-Mary's ainsi que professeur-clinicien à la faculté de médecine dentaire de l'université de Montréal.



Catherine McAlear

Madame Catherine McAlear a été réélue vice-présidente du conseil d'administration pour un second mandat.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

PROFESSEUR DE MÉDITATION
Un organisme privé est à la recherche d'un professeur de méditation pouvant donner 1 ou 2 cours par semaine.
Nous sommes situés à Montréal.
Une bonne expérience de l'enseignement est requise. Toute demande sera traitée confidentiellement.
Veuillez envoyer curriculum vitae détaillé à:
La Presse 12332, C.P. 6041, succursale «A», Montréal H3C 3E3

AVIS DE NOMINATION



Richard Drouin, C.R.

Monsieur Jean-Paul Tardif, président du conseil d'administration de Groupe Prêt et Revenu, a le plaisir d'annoncer la nomination de Me Richard Drouin, C.R., au poste d'administrateur de la Compagnie.

Me Richard Drouin, associé senior de l'étude légale Langlois, Drouin et Associés est bien connu dans les milieux d'affaires. Il siège à de nombreux conseils d'administration. Il est président de l'Hôtel-Dieu de Québec et est administrateur du club de soccer Le Manic de Montréal.

Groupe Prêt et Revenu est une compagnie de gestion qui contrôle Fiducie Prêt et Revenu, Aeterna-Vie, compagnie d'assurance et la St-Maurice, compagnie d'assurances générales.



GROUPE PRÊT ET REVENU

Les plus grands noms du prêt-à-porter bientôt réunis sous l'enseigne du centre Rockland.

Tous ceux qui empruntent régulièrement les boulevards Métropolitain et l'Acadie peuvent assister à l'impressionnante transformation du centre Rockland. La rapidité avec laquelle évoluent les travaux permet de croire que l'ouverture se fera en août 83, comme prévu. Reste à savoir, et c'est la question qui circule dans les couloirs du secteur commercial comme dans le grand public, quels noms viendront se greffer à ce qui promet de devenir le plus important centre commercial de toute la région métropolitaine. Des noms bien connus de la vente au détail sont déjà au nombre des locataires et des négociations sont en cours avec un important groupe de détaillants français.

Les noms des instigateurs du projet ont déjà été cités: il s'agit des firmes West-cliff, Ivanhoe et Ringold, trois importants promoteurs associés pour la première fois dans une entreprise commerciale. Tous ceux qui sont impliqués, de près ou de loin, dans ce projet, sont unanimes à le qualifier du «plus emballant depuis l'ouverture du centre Eaton à Toronto».

Un concept parfait, un site «idéal»

Monsieur Morty Brownstein, président des magasins de chaussures Browns, explique ainsi l'enthousiasme des nouveaux marchands du centre. «C'est comme si, dit M. Réal Lafrance de chez Marie-Claire, l'on avait d'abord choisi l'endroit idéal pour construire le centre et que l'on avait ensuite bâti la ville autour.»

Le site choisi pour Rockland constitue en effet l'un de ses principaux atouts. À moins d'une minute à l'est du boulevard Décarie, à la jonction de l'autoroute des Laurentides et du boulevard Métropolitain, Rockland profitera quotidiennement d'un important trafic routier. En fait, on évalue en moyenne à 211,480 le nombre d'automobilistes qui passeront devant le centre tous les jours, une affluence nettement supérieure à celle dont bénéficient les autres centres commerciaux de Montréal. Que l'on habite en un point ou l'autre de la ville, ou même en banlieue, quelques minutes suffiront pour accéder au nouveau centre Rockland.

Parlons maintenant de l'entourage immédiat de Rockland. Il s'agit des quartiers de Hampstead, Outremont, Westmount, Côte-St-Luc et Ville Mont-Royal. Une étude effectuée récemment par le groupe COGEM Inc. indique que le pouvoir d'achat de la clientèle potentielle de Rockland atteint 5.5 milliards de dollars et dépasse celui de tous les autres centres de la région. Le revenu de cette clientèle, évalué à plus du double du revenu moyen du Montréal métropo-



La promenade: marbre, laiton, verdure et puits de lumière.

litain, a certainement un rôle à jouer dans la vocation du centre Rockland, qui deviendra la façon pratique de faire du «downtown shopping» sans avoir à se rendre au centre-ville.

Monsieur Aldo Bensadoun, de chez Aldo Shoes, l'a compris et a déjà réservé non pas un, mais deux locaux à Rockland.

Yves St-Laurent, Ted Lapidus, Sonia Rykiei, Daniel Hechter, Calvin Klein et Ralph Lauren, autant de noms prestigieux que les acheteurs pourront retrouver dans les différents magasins et boutiques du centre. Lenard Shavick, de chez Holt Renfrew, estime que celui-ci offrira à sa clientèle le summum en matière d'élégance.

Le magasin Holt Renfrew, au second étage des galeries, ouvrira d'ailleurs en août sa plus importante succursale «hors-centre-ville» du pays, avec une superficie de vingt-cinq mille pieds carrés. Mentionnons également que les pharmacies Cumberland doubleront leur espace de vente à Rockland, alors que le club de santé Nautilus v ouvrira sa plus grande succursale au Canada, avec quatorze mille pieds carrés de superficie. La Société des Alcools, quant à elle, s'étendra sur une superficie de sept mille cinq cents pieds carrés. Nul doute qu'elle saura attirer de nombreux amateurs de bons vins à Rockland grâce à l'accent qu'elle entend mettre sur cette partie de son étalage.

Cent soixante-quinze magasins et boutiques

La Baie, Holt Renfrew, Eaton et Steinberg seront les piliers du nouveau centre Rockland, qui s'étendra sur huit cent mille pieds carrés et sera entièrement décoré de marbre et de laiton. De nombreux puits de lumière, des bouquets d'arbres et de plantes et des ascenseurs vitrés donneront le ton au décor.

Des magasins à succursales multiples, des magasins à rayons et des boutiques spécialisées offriront à la clientèle un éventail complet du prêt-à-porter. Deux salons de coiffure huppés, un coin casse-croûte où l'on retrouvera traditions et spécialités exotiques, ainsi que deux restaurants bien cotés, s'allieront pour conférer à Rockland un caractère tout à fait unique. Les propos de Robert Fragman, de chez Atlantique, résument fort bien l'esprit du concept: «Rockland offrira un choix tellement grand, une facilité d'accès tellement agréable grâce à ses quatre niveaux de stationnement intérieur, qu'il n'y aura plus de raisons d'aller au centre-ville pour faire de beaux et grands achats.»

Pour tous ceux qui se sont déjà associés à cette grande aventure commerciale, il est très clair que ce projet était vivement attendu et ne demandait qu'à naître depuis fort longtemps.

DÉJEUNER D'AFFAIRES

Du nouveau au Ramada!

La cuisine de boeuf rôtie au jus du lundi au vendredi 11h30 à 14h30

Cuisine de boeuf rôtie au jus, à volonté, \$5.95	Sandwich au boeuf (6 on.), \$4.95
--	-----------------------------------

accompagnement de pommes de terre et légumes du jour, café ou thé

RESTAURANT LA BUISSONNIÈRE
et
BAR LA LIBRAIRIE
AUBERGE RAMADA 866-4611, poste 788
Centre-ville 1005, rue Guy, Montréal

REER/CPG

11 1/2% 36 MOIS
Intérêt annuel
Dépôt minimal \$1000.

12 1/2% 5 ANS
Intérêt annuel
Dépôt minimal \$500.

Montreal Trust
Les experts du REER
1, place Ville-Marie 861-1681
Centre Fairview 695-5240
Place Versailles 861-1681

Les durées et les taux peuvent changer sans préavis

À L'HÔPITAL NOTRE-DAME Les soins intensifs seront regroupés

L'hôpital Notre-Dame vient de se doter d'une nouvelle unité de soins intensifs médicaux et chirurgicaux qui lui permettra avec ses 32 lits (21 dans l'immédiat) d'augmenter à environ 2 500 par année le nombre d'admissions de patients de cette catégorie, et de regrouper d'une façon plus fonctionnelle ces unités existantes.

GEORGES LAMON

Il s'agissait essentiellement pour la direction de l'hôpital de pallier non seulement l'éparpillement des services, mais aussi la mauvaise relocalisation et le trop petit nombre de lits (18 jusqu'ici) de l'unité de soins intensifs.

C'est en présence de nombreux médecins, infirmières et bénévoles qu'a été inauguré, hier midi, ce nouveau regroupement des soins intensifs qui devrait permettre à l'hôpital Notre-Dame, selon M. André Bisson, directeur du conseil d'administration de Notre-Dame, de « jouer un rôle de premier plan comme centre de santé avancé ». En fait, il s'agit d'une des plus importantes unités modernes du genre au Québec.

Construit au coût de \$1,5 million sans compter les \$350 000 pour l'équipement et le mobilier (\$600 000 en équipement restent à investir), l'édifice accueillera les unités dans la pavillon Lachapelle, principal bloc de malades hospitalisés. L'une, de soins médicaux, se trouve à proximité de

la clinique d'urgence et l'autre, de soins chirurgicaux, est adjacente au bloc opératoire. Elle occupent des espaces sur deux étages, à proximité des ascenseurs.

Projet datant de 77

Rappelons que ce projet de regrouper les unités de soins intensifs date de 1977. Il se justifiait, selon la direction de l'hôpital Notre-Dame, par le fait que les taux d'occupation des unités de soins intensifs dépassaient les normes acceptées : 87 p. cent en 78-79, 78 à 87 p. cent en 79-80 pour les soins intensifs chirurgicaux, et plus de 85 p. cent pour les soins coronariens. D'où l'urgence d'agrandir et de regrouper ces unités.

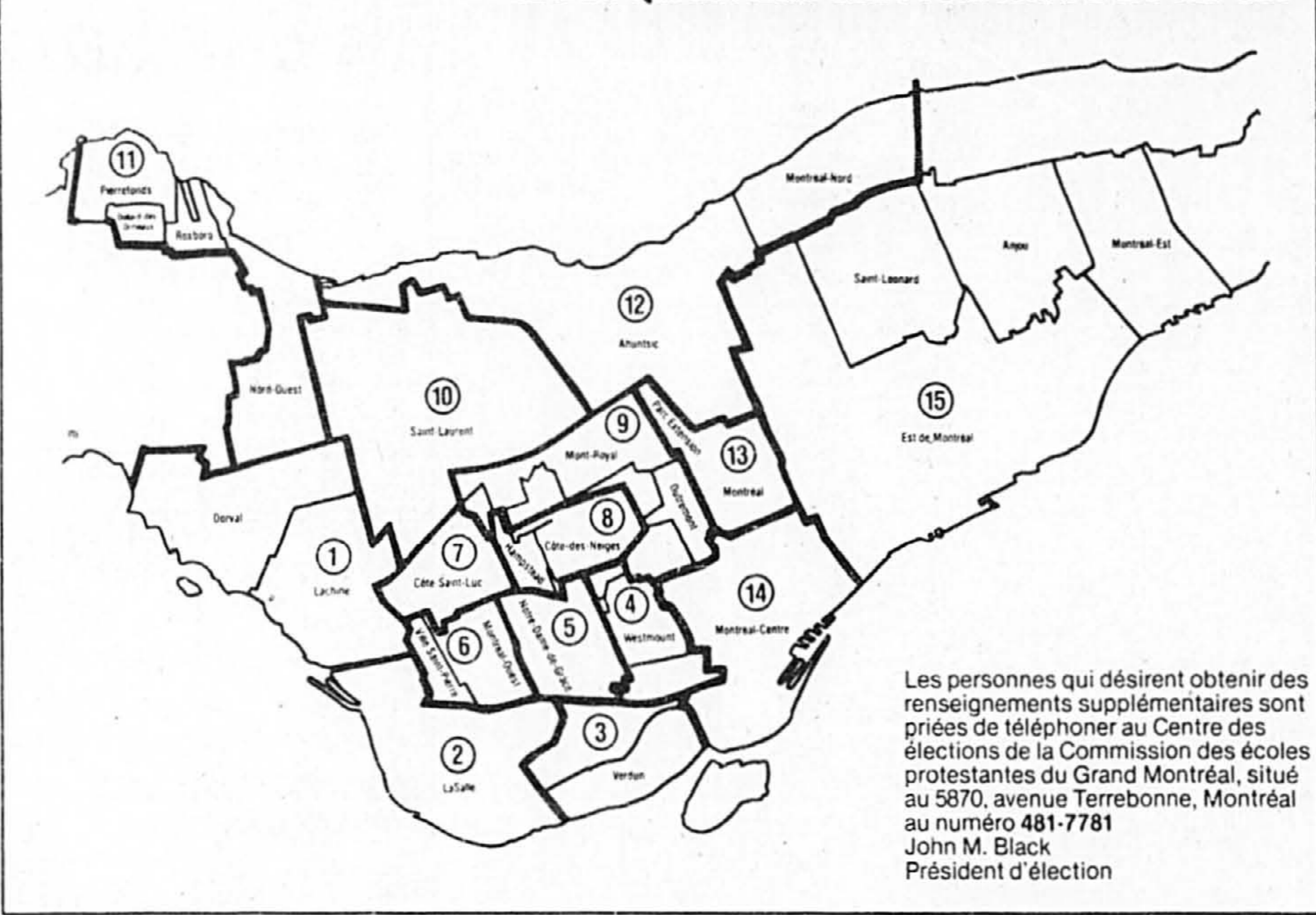
Le Conseil régional de la santé accepta le projet et versa une subvention de \$1 million pour le mener à terme. Toutefois, il n'a pas été possible de réunir les 32 lits sur un même étage.

Pour le Dr Roger-Marie Gagnon, président du comité des soins intensifs médicaux, ce regroupement des unités de soins intensifs devrait permettre de « mieux répondre aux besoins des patients, particulièrement aux malades coronariens, sans augmenter considérablement le personnel actuel de 80 personnes y compris les spécialistes ». Rappelons encore qu'un séjour quotidien aux soins intensifs coûte \$425 contre \$340 pour une hospitalisation ordinaire, c'est-à-dire sans soins spécialisés. L'hôpital Notre-Dame compte 834 lits « actifs ».

ÉLECTIONS SCOLAIRES

À quel quartier électoral de la CÉPGM appartenez-vous?

LES 15 QUARTIERS ÉLECTORAUX DE LA CÉPGM



Les personnes qui désirent obtenir des renseignements supplémentaires sont priées de téléphoner au Centre des élections de la Commission des écoles protestantes du Grand Montréal, situé au 5870, avenue Terrebbonne, Montréal au numéro 481-7781
John M. Black
Président d'élection

QUARTIER 10 — Ville de Saint-Laurent

La Ville de Saint-Laurent, moins la portion ouest allant du boulevard Pitfield ouest, composé des lots originaux suivants: 127 à 136 inclus, 137-1 et 137-2, 138-1 à 138-7 inclus, 139, 84 et 85, 141 à 157 inclus, 169 et 170-173 à 176 inclus et 178 à 181 inclus. En excluant la portion de l'aéroport international de Montréal, au nord de Côte-Vertu entre le boulevard Pitfield à l'est et la limite est de la Cité de Dorval à l'ouest. En excluant la portion est, entre la voie ferrée du CN vers l'est à l'autoroute des Laurentides et au nord du boulevard Métropolitain jusqu'au point où la voie ferrée du CN rencontre les limites de la Ville de Saint-Laurent.

QUARTIER 11 — Nord-Ouest

A La partie de la Ville de Pierrefonds, incluse dans le territoire de la CÉPGM, à savoir les lots originaux 1 à 35 inclus, le lot original 37, le lot original 47, les lots originaux 50 à 148 inclus et l'île Barwick qui font toute partie du cadastre de la Paroisse de Sainte-Geneviève.
B La partie de la Ville de Dollard-des-Ormeaux, incluse dans le territoire de la CÉPGM, à savoir les lots originaux 284 à 289 inclus du cadastre de la Paroisse de Dollard-des-Ormeaux et les lots originaux partie 33, partie 34 et partie 35 du cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève.
C Ville de Roxboro.
D La partie ouest de la Ville de Saint-Laurent, de l'ouest du boulevard Pitfield, composé des lots originaux suivants: 127 à 136 inclus, 137-1 et 137-2, 138-1 à 138-7 inclus, 139, 84 et 85, 141 à 157 inclus, 169 et 170, 173 à 176 inclus, et 178 à 181 inclus. Plus la portion de l'aéroport international de Montréal située au nord de Côte-Vertu entre le boulevard Pitfield à l'est et la limite est de la Cité de Dorval à l'ouest.

QUARTIER 12 — Montréal — Ahuntsic

A La Ville de Montréal-Nord.
B Le quartier 18 de Montréal — Sault-au-Recollet.
C Le quartier 20 de Montréal — Fleury.
D Le quartier 21 de Montréal — Ahuntsic.
E Le quartier 22 de Montréal — L'Acadie.
F Le quartier 23 de Montréal — Cartierville.
G Le quartier 24 de Montréal — Saint-Sulpice.
H Le quartier 27 de Montréal — Octave-Genève.
I Le quartier 29 de Montréal — Jarry.
C La portion du quartier 26 de Montréal — Jean-Talon.
D La portion du quartier 28 de Montréal — Villieray.
E La portion du quartier 30 de Montréal — Saint-Édouard.
F La portion du quartier 31 de Montréal — Père-Marquette.
D La partie est de la Ville de Saint-Laurent, comprise entre la voie ferrée du CN vers l'est à l'autoroute des Laurentides, et au nord du boulevard Métropolitain jusqu'au point où la voie ferrée du CN rencontre les limites de la Ville de Saint-Laurent.

QUARTIER 13 — Parc Extension — Montréal

A Le quartier 25 de Montréal — Parc Extension.
B Le quartier 32 de Montréal — Mile End.
C La portion du quartier 26 de Montréal — Jean-Talon.
D La portion du quartier 30 de Montréal — Saint-Édouard.
E La portion du quartier 31 de Montréal — Père-Marquette.
F La portion du quartier 33 de Montréal — Laurier.
G La portion du quartier 34 de Montréal — Jeanne-Mance.
H La portion du quartier 35 de Montréal — Plateau-Mont-Royal.
C La partie est de la Ville d'Outremont formée des deux côtés de l'avenue Querbes, de l'avenue Durocher et du côté ouest de la rue Hutchison.

QUARTIER 14 — Montréal-Centre

A Le quartier 39 de Montréal — Saint-Jean-Baptiste.
B Le quartier 40 de Montréal — Ville-Marie.
C Le quartier 41 de Montréal — Pointe-McGill.
D Le quartier 42 de Montréal — Pierre-Saint-Charles.
B La portion du quartier 34 de Montréal — Jeanne-Mance.
C La portion du quartier 35 de Montréal — Plateau-Mont-Royal.
D La portion du quartier 38 de Montréal — Saint-Jacques.
E La portion du quartier 53 de Montréal — Mont-Royal.

QUARTIER 15 — Est de Montréal

A La Ville de Saint-Léonard.
B La Ville d'Anjou.
C La Ville de Montréal-Est.
D Le quartier 1 de Montréal — Louis-Riel.
E Le quartier 2 de Montréal — Marie-Victoire.
F Le quartier 3 de Montréal — Longue-Pointe.
G Le quartier 4 de Montréal — Tête-aux-Blancs.
H Le quartier 5 de Montréal — Honoré-Beaugrand.
I Le quartier 6 de Montréal — Langelier.
J Le quartier 7 de Montréal — Préfontaine.
K Le quartier 8 de Montréal — Maisonneuve.
L Le quartier 9 de Montréal — Hochelaga.
M Le quartier 10 de Montréal — Rosemont.
N Le quartier 12 de Montréal — Étienne-Desmarter.
O Le quartier 13 de Montréal — Louis-Hebert.
P Le quartier 14 de Montréal — François-Perrault.
Q Le quartier 15 de Montréal — Gabriel-Sagard.
R Le quartier 16 de Montréal — Jean-Rivard.
S Le quartier 17 de Montréal — Saint-Michel.
T Le quartier 19 de Montréal — Rivière-des-Prairies.
U Le quartier 36 de Montréal — de Lorimier.
V Le quartier 37 de Montréal — Sainte-Marie.
W Le quartier 55 de Montréal — Pointe-aux-Trembles.
X Le quartier 56 de Montréal — de la Rouselière.
Y Le quartier 57 de Montréal — Bout-de-l'Île.
E La portion du quartier 28 de Montréal — Villieray.
F La portion du quartier 33 de Montréal — Laurier.
G La portion du quartier 35 de Montréal — Plateau-Mont-Royal.
H La portion du quartier 38 de Montréal — Saint-Jacques.

Le 13 juin 1983, il y aura des élections scolaires. Ce jour-là, tout électeur qualifié de la Commission des écoles protestantes du Grand Montréal (CÉPGM) aura le droit de voter pour élire un des quinze commissaires.

Le territoire sous la juridiction de la CÉPGM recouvre celui des six commissions catholiques romaines de l'île de Montréal.

À partir du 26 février et jusqu'au 5 mars, des recenseurs qui représentent la CÉPGM et une des commissions scolaires catholiques feront un recensement de porte-à-porte afin d'inscrire sur les listes électorales les noms des électeurs qui devraient y figurer.

Il y aura révision qui permettra des corrections, s'il y a lieu, à la liste électorale qui doit être publiée le 5 avril.

QUARTIER 1 — Lachine — Dorval

A Ville de Lachine à partir de la 10e avenue, ouest inclusivement.
B Cité de Dorval, à l'exception des lots originaux 65 à 83 inclus et lots originaux 87 à 93 inclus, tels que contenus dans le cadastre de la Paroisse de Pointe-Claire. Le tout faisant partie du territoire de la Commission scolaire de Lakeshore.

QUARTIER 2 — LaSalle — Lachine

A Ville de LaSalle.
B La partie sud-est de la ville de Lachine, de l'avenue George V et 1ère avenue jusqu'à la 9e avenue inclus. De plus, les rues transversales, portant les numéros croqués de 0 à 900, des rues Provost, Sherbrooke, Saint-Antoine, Victoria, Notre-Dame, Saint-Louis, Saint-Joseph et William MacDonald des deux côtés.

QUARTIER 3 — Verdun et une partie de Montréal

A Ville de Verdun.
B Le quartier 44 de Montréal — Saint-Paul.
C Le quartier 45 de Montréal — Émard.

QUARTIER 4 — Westmount et une partie de Montréal

A Cité de Westmount.
B Le quartier 43 de Montréal — Saint-Henri.

QUARTIER 5 — Centre de N.D.G.

A Le quartier 49 de Montréal — Notre-Dame-de-Grâce.
B La portion du quartier 46 de Montréal — Décarie.
C La portion du quartier 48 de Montréal — de la Confédération.
D La portion du quartier 50 de Montréal — Snowdon.
E Le quartier 5 est limité à l'ouest par les deux côtés du boulevard Cavendish, au sud par le canal Lachine, au nord par le côté sud du chemin de la Côte-Saint-Luc à partir du boulevard Cavendish à l'est jusqu'à l'avenue MacDonald, alors vers le nord sur l'avenue MacDonald, le côté est seulement, jusqu'à l'avenue Isabella, vers l'est sur l'avenue Isabella, les deux côtés, jusqu'à l'avenue Lemieux, à l'est par, mais non incluant l'avenue Lemieux, et par une ligne du sud de l'avenue Lemieux jusqu'à un point près de la jonction de l'avenue Lona et le chemin Circle, alors vers l'ouest et le sud, longeant mais non incluant le chemin Circle, et continuant jusqu'à la limite de Westmount, et alors par les limites de l'ouest de Westmount et du quartier 43 de Montréal — Saint-Henri.

QUARTIER 6 — N.D.G. Ouest — Montréal-Ouest — Ville Saint-Pierre

A Ville Saint-Pierre.
B Ville de Montréal — Ouest.
C La portion du quartier 46 de Montréal — Décarie.
D Le quartier 47 de Montréal — Loyola.
E La portion du quartier 48 de Montréal — de la Confédération.
F Le secteur ci-dessus du quartier 6 s'étend des limites de Montréal-Ouest à l'est, jusqu'à, mais non incluant le boulevard Cavendish, au nord des limites de la Cité de Côte-Saint-Luc et au sud des limites de la Ville de LaSalle.

QUARTIER 7 — Cité de Côte-Saint-Luc

La Cité de Côte-Saint-Luc, à l'exception de la portion longeant le côté est de la Ville de Hampstead, soit le côté ouest de l'avenue MacDonald, de l'avenue Dupuis au nord, numéros croqués 5550-5552, l'avenue Dupuis au sud ouest de MacDonald et Dupuis jusqu'au côté nord seulement de la rue Aumont direction sud. Aussi la portion de la Cité de Côte-Saint-Luc, au nord de la Ville de Hampstead, à savoir les cadastres nos 45-1 à 45-9 inclus, à l'est du boulevard Décarie, les cadastres nos 45-10 à 45-27, plus une partie du no 45, à l'ouest du boulevard Décarie, jusqu'à l'avenue Clamarnald, ainsi que la partie verticale portant le numéro de cadastre 75-1.

QUARTIER 8 — Hampstead — une partie de Snowdon — une partie de Côte-des-Neiges

A La Ville de Hampstead.
B La portion du quartier 50 de Montréal — Snowdon.
C La portion du quartier 51 de Montréal — Côte-des-Neiges.
D La portion du quartier 52 de Montréal — Darlington.
E La portion du quartier 53 de Montréal — Victoria.
F La portion du quartier 54 de Montréal — Mont-Royal.
G Le secteur ci-dessus du quartier 8 s'étend du nord de l'avenue MacDonald à l'avenue Lemieux, et de l'avenue Lemieux en direction est, et en excluant l'avenue Lacombe jusqu'aux deux côtés de l'avenue Louis-Colin, vers le nord, en excluant l'avenue Willowdale vers l'est jusqu'à l'avenue Darlington, puis vers le nord, les 2 côtés de l'avenue Darlington jusqu'à Jean-Talon qui est la limite nord du quartier.
C La portion de la Cité de Côte-Saint-Luc, longeant le côté est de la Ville de Hampstead, à savoir le côté ouest de l'avenue MacDonald, de l'avenue Dupuis au nord des numéros croqués 5550-5552, au coin sud-ouest des rues MacDonald et Dupuis, et au sud du côté nord de la rue Aumont. Aussi la portion de la Cité de Côte-Saint-Luc au nord de la Ville de Hampstead, à savoir les cadastres nos 45-1 à 45-9 inclus, à l'est du boulevard Décarie, les cadastres nos 45-10 à 45-27 inclus, plus la partie 45, à l'ouest du boulevard Décarie, jusqu'à l'avenue Clamarnald, et la partie verticale portant le numéro de cadastre 75-1.

QUARTIER 9 — Mont-Royal — une partie d'Outremont — une partie de Montréal

A La Ville de Mont-Royal.
B La Ville d'Outremont, moins la partie est, formée par les avenues Querbes et Durocher et le côté ouest de la rue Hutchison.
C La portion du quartier 52 de Montréal — Darlington.
D La portion du quartier 54 de Montréal — Victoria.
E Ce secteur comprend la partie au nord de Jean-Talon jusqu'à la limite de la Ville de Mont-Royal et la portion au nord du quartier no 8 ainsi que la portion au nord de la ville de Hampstead et à l'est de la Cité de Côte-Saint-Luc.
D La portion du quartier 51 de Montréal — Côte-des-Neiges.
E La portion du quartier 53 de Montréal — Mont-Royal.
F Le secteur ci-dessus s'étend de la limite ouest de la Ville d'Outremont à l'ouest vers, mais non incluant l'avenue Darlington, au sud, mais non incluant l'avenue Louis-Colin jusqu'au chemin de la Côte-des-Neiges en direction sud, mais sans inclure le chemin de la Côte-des-Neiges (entre l'avenue Jean-Brunet et le chemin de la Reine-Marie) jusqu'à la limite de la Cité de Westmount. La limite sud-est de la rue Remembrance.

L'ENJEU DES ÉLECTIONS SCOLAIRES DU 13 JUIN 1983

Le droit de vote en éducation, c'est l'expression de la démocratie dans le système scolaire.

Le lundi 13 juin, tous les citoyens de l'île de Montréal, parents ou non, éliront les 104 commissaires d'écoles, dans les huit commissions scolaires de l'île.

Votez pour le candidat de votre choix.
L'école aujourd'hui, c'est d'abord l'enseignement à nos enfants. Mais c'est aussi l'éducation permanente aux adultes, certaines activités culturelles et sportives, et tous les programmes spécifiques à un quartier.

Le lundi 13 juin, allez voter pour le candidat qui vous semble le plus en mesure de défendre vos vues et tous les intérêts de votre quartier.

Déroulement des élections

- Recensement: du 26 février au 5 mars 1983
- Révision des listes électorales: les 2 premières semaines d'avril 1983
- Période de mise en candidature: de fin mai au 6 juin 1983
- Élections: le lundi 13 juin 1983

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez téléphoner au Bureau du président d'élection de votre commission scolaire:

- Commission des écoles protestantes du Grand Montréal 481-7781
- Commission scolaire de Lakeshore 697-2480
- Commission des écoles catholiques de Montréal 353-2003
- Commission des écoles catholiques de Verdun 769-2771
- Commission scolaire Baldwin-Cartier 695-1650 / 1653 / 1654
- Commission scolaire du Sault-Saint-Louis 365-2501 et 365-4600, poste 231
- Commission scolaire Jérôme-Le Royer 642-4525
- Commission scolaire Sainte-Croix 748-6991, poste 55

Pour voter pour le commissaire d'écoles de mon choix

Je m'inscris!



Les présidents d'élection des huit commissions scolaires de l'île de Montréal

EN BRIEF

Des pare-brise incassables

La société General Motors vient d'obtenir l'autorisation de faire l'essai de nouveaux pare-brise incassables destinés à réduire le risque de blessures au visage lors d'accidents. Les pare-brise, installés dans 2 500 voitures possèdent une couche supplémentaire de plastique appliquée sur la paroi intérieure. Les tests visent à déterminer dans quelle mesure les pare-brise sont efficaces et s'ils n'auront pas tendance à se brouiller avec le temps et à réduire la visibilité. La société avait besoin de l'autorisation du Bureau de la sécurité routière pour procéder à ses essais car les nouveaux pare-brise ne répondent pas aux normes exigées quant à la résistance de la paroi intérieure aux égratignures.

Priorité d'action de la SSJB

La Société Saint-Jean Baptiste de Montréal tiendra, du 10 au 12 mars prochains, son 149ème congrès annuel, qui traitera de « l'indépendance: priorité d'action de la SSJB-M ». Tout en amorçant la célébration du 150ème anniversaire du groupe nationaliste, les 200 délégués y feront le point sur l'attitude à adopter aux prochaines élections fédérale et provinciale. On y discutera également de nationalisme économique, de regroupement des forces, des possibilités de regain de cet objectif qu'est « l'indépendance totale », affirme le président Gilles Rhéaume.

Expansion du mouvement antipéage

Le Mouvement antipéage continue à s'organiser au Québec alors que les discussions se poursuivent avec le gouvernement, a-t-on indiqué hier. Un troisième mouvement antipéage, celui représentant la population desservie par l'autoroute 40 sur la rive nord de Montréal, devrait bientôt se joindre aux mouvements des Laurentides et de l'Estrie. Le maire de Blainville, M. Paul Mercier, a révélé qu'un comité de coordination sera formé sous peu pour organiser des actions communes aux trois comités. Entretemps, le dialogue se poursuit avec le gouvernement, a noté M. Mercier. On étudie notamment des possibilités de remplacement pour le péage sur les autoroutes et les différents enjeux impliqués.

Morgentaler a décidé d'attendre

La clinique d'avortement que le Dr Henry Morgentaler devait inaugurer demain à Winnipeg n'ouvrira ses portes que dans deux ou trois semaines. Dans un communiqué émis depuis son bureau montréalais, le médecin spécialisé dans les avortements sur demande, attribue ce retard à la lenteur des travaux de rénovation. Entre-temps, un groupe de personnes opposées à l'ouverture de la clinique de Winnipeg, a fait part de son intention de dresser une ligne de piquetage dès l'ouverture de la clinique. Pour les contestataires, peu importe que l'inauguration de la clinique soit retardée de quelques semaines, ce qui ne change rien à leur plan.

Un taux de financement exceptionnel!

7.9%

TAUX ANNUEL

Offert en exclusivité sur les modèles Spirit, Concord et Renault 18 1982 en inventaire. Venez nous rencontrer pour connaître tous les détails

RENDEZ-VOUS AUTOMOBILE LTÉE
9000 boul. Taschereau
Greenfield Park, Québec
Tél.: (514) 659-7603

Jusqu'au 31 mars 1983 seulement. Taux offert sur une somme prêtée de 6 000\$ maximum pour une durée de 36 mois. Non applicable à l'achat de flottes.



PROBLÈMES DE DROGUES POUR JEUNES ET ADULTES Michael Bossy s'implique à Laval



Photothèque La Presse
Michael Bossy, ancien résident de Laval, a accepté de parrainer ACCES.

■ Afin de favoriser la communication entre les jeunes et les adultes aux prises avec des problèmes de drogues, un groupe de citoyens bénévoles de Laval vient de mettre sur pied l'équipe d'Action et de communication communautaire à l'écoute pour servir (ACCES). Pour que le message de cet organisme soit capté facilement par tous, on a retenu les services de

l'excellent hockeyeur Michael Bossy comme porte-parole. Le président d'ACCES, Jean Joly, a reçu l'appui de la police de Laval et de la Gendarmerie

royale du Canada dans la campagne de sensibilisation qu'il a entreprise. Toutes les écoles de l'île Jésus seront visitées par les bénévoles d'ACCES et quelque 25 000 cahiers

de discussions seront offerts à la population. À la page trois du cahier, on lit le message de celui qui porte le numéro 22 chez les Islanders de New-York.

Dans une lettre à M. Joly, le directeur de la police lavalloise, Gaétan Bélisle, affirme : « Les policiers lavallois constatent de plus en plus que les drogues illégales

constituent un phénomène social qu'ils ne peuvent seuls assumer. C'est pourquoi je suis fier qu'un groupe de citoyens s'implique pour contrer son évolution.

Maintenant réalisé, le programme de communications *Les drogues... parlons-en* sera utilisé par les policiers-éducateurs de Laval. » Quant à Michael Bossy, il explique qu'il a accepté de parrainer ce programme pour deux raisons : parce qu'il croit aux

bonnes relations entre parents et enfants et à l'important choix que les jeunes doivent faire, face aux drogues. « À mon avis, le programme *Les drogues... parlons-en* est un excellent outil pour répondre aux deux buts visés », conclut ce grand sportif Lavallois.

SOMMET DE LA JEUNESSE

Formation de 16 comités régionaux

■ QUÉBEC (PC) — Le comité d'organisation du Sommet québécois de la jeunesse qui se tiendra en août prochain dans la ville de Québec a procédé hier au lancement d'une campagne visant à mobiliser le plus grand nombre de jeunes en prévision de cet événement.

À cette fin, des équipes composées de bénévoles et d'un animateur ont été mises sur pied dans seize régions du Québec qui seront le théâtre entre la mi-mai et la mi-juin d'autant de sommets régionaux préparatoires à la rencontre de Québec.

"Partout dans chacune des régions, l'idée du sommet fait son chemin. Le besoin des jeunes de s'interroger sur leur situation et d'y trouver des alternatives stimule l'intérêt, voire l'enthousiasme et le désir de s'impliquer dans son organisation", a déclaré le président de la Corporation du Sommet québécois de la jeunesse, M. Pierre Noreau.

L'objectif de la campagne de mobilisation, qui se tient sous le thème "S'unir pour s'en sortir", est d'obtenir la participation aux sommets régionaux de quelque 6,600 jeunes de 15 à 29 ans issus de tous les milieux, qu'ils soient chômeurs, étudiants ou travailleurs.

Quelque 1,500 d'entre eux seront délégués comme représentants de leur région respective au "sommet national" du mois d'août.

M. Noreau a également dévoilé hier l'affiche et le macaron du sommet, de même que la liste des membres du Comité des amis de la jeunesse. Ce comité est composé d'une trentaine de personnalités québécoises représentant tous les secteurs d'activités qui soutiennent l'initiative.

En ce qui concerne le financement, les organisateurs comptent obtenir des subventions ou des services pour une valeur de \$350,000 à \$400,000 des gouvernements provincial et fédéral tandis que l'objectif de la campagne de financement du secteur privé, présidé par M. Raymond Blais, du Mouvement Desjardins, a été fixé à \$335,000.

Par ailleurs, une campagne de financement populaire sera lancée dans le courant du mois de mars.

la Saie

L'élan couleurs!

Douces, vivantes ou farfelues... 10 teintes pour donner à vos jambes toute l'attention qu'elles méritent. Et en plus, ces collants fins Baycrest les galberont si bien! Ils vous sont offerts dans un resplendissant arc-en-ciel de couleurs printanières: rose pastel, bleu pastel, fuchsia, turquoise, ivoire, blanc, gris, cobalt, marine ou noir. Procurez-vous en donc plusieurs et agrémentez d'une touche dernière mode, n'importe laquelle de vos tenues! Modèle tout diaphane à pieds sandales, une taille pour toutes.

2.00 ch.

Commandes téléphoniques: 842-6261.
Collants fins, rayon 225.

APPEL POUR LA DÉFENSE DES DROITS DÉMOCRATIQUES FONDAMENTAUX ET LE RETRAIT DE LA LOI 111

RASSEMBLEMENT le 3 mars, à 19 h 30 Théâtre Maisonneuve (Place des Arts)

Les soussignés dénoncent:

- la suspension des chartes des droits et libertés;
- la diminution des pouvoirs des institutions démocratiques au profit du pouvoir exécutif;
- la mise en veilleuse des règles judiciaires normales et habituelles;
- le non-respect des droits syndicaux;

et conséquemment, lancent un appel aux forces démocratiques du Québec pour la formation d'une coalition pour la défense des droits démocratiques et le retrait de la Loi 111.

- | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • BERNARD BRODY
Professeur, Département de Relations Industrielles, Université de Montréal • LOUIS O'NEIL
Professeur à l'Université Laval, Ex-ministre des Communications • PIERRE RACICOT
Coordonnateur, Association coopérative d'économie familiale, Québec • ESTHER DÉSILETS
Présidente, Fédération nationale des associations de consommateurs • MARCEL RIOUX
Sociologue, Université de Montréal • PETER SINCLAIR
Professeur, Collège Dawson • ALFRED DUBUC
Professeur, Département d'histoire, Université du Québec à Montréal • OWEN BUCKINGHAM
Président, Québec Federation of Home and School Associations • CAROL JOBIN
Avocat, Directeur du Département de Sciences juridiques, Université du Québec à Montréal | <ul style="list-style-type: none"> • LOUISE DOYON, PIERRE MCKAY, ROBERT COUILLARD, ROBERT D. BUREAU, ANDRÉ RIENDEAU
Avocats, Professeurs, Département de Sciences juridiques, Université du Québec à Montréal • HÉLÈNE DELVECCHIO
Fédération des associations coopératives d'économie familiale • ROBERT ST-LOUIS
Avocat, Secrétaire de l'Association des juristes québécois • HÉLÈNE DUMONT
Avocate, Vice-doyenne de la Faculté de droit de l'Université de Montréal, Membre du Conseil consultatif de la Justice du Québec • GILLES TARDIF
Président, Ligue des droits et libertés • JACQUES DESMARAIS
Directeur général, IRAT • MATTHIAS RIOUX
Animateur radiophonique • CARLA LIPSIG
Professeure agrégée, Relations Industrielles, Université Concordia | <ul style="list-style-type: none"> • RODRIGUE LAVOIE
Directeur, Département d'histoire, Université Laval • JOHN MUMMÉ
Architecte, G.R.T., Milton-Parc • MARCEL PEPIN
Professeur, Relations Industrielles, Université de Montréal • G.-RAYMOND LALIBERTÉ
Professeur, Sciences de l'Éducation, Université Laval • CHRIS FERGUSON
Minister, United Church • LÉA COUSINEAU
Animatrice, Université du Québec à Montréal • S. MONET-CHARTRAND
Membre de la Ligue des droits et libertés • DANIEL DUBUC
Jeunesse ouvrière chrétienne • PAUL BÉLANGER
Directeur, Institut canadien d'éducation des adultes • JEAN-PAUL HÉTU
Président, Centrale des syndicats démocratiques | <ul style="list-style-type: none"> • JUDY FREEMAN
Au Bas de l'Échelle • MARJOLAINE BOIVIN
Regroupement des chômeuses et chômeurs • CHARLOTTE BOISJOLI
Comédienne • ÉLIANA CIELO
Union des travailleurs immigrants du Québec • JUANITA W.-TRAORÉ
Avocate • MAX CHANCY
Professeur de philosophie • KONSTANTINOS GEORGULIS
Conseiller municipal RCM, Président de l'Association des travailleurs grecs • GUY BOURGEAULT
Doyen de la Faculté de l'Éducation permanente, Université de Montréal • GILLES BRETON
Professeur, Département de Sciences politiques, Université Laval • DONALD BURGESS
Professeur, Université McGill • ÉDITH OUELLET
Association nationale des étudiants québécois (ANEQ) • SERGE MONGEAU
Médecin • KENNETH WATKINS
Chairperson, Central parents committee PSBGM • DIANE GAGNÉ
Carrefour des familles monoparentales • NORMAND CARON
Sociologue • RICHARD MCGRAIL
Président, Lake Shore Branch, Quebec Association of School Administrators | <ul style="list-style-type: none"> • ROBERT BURNS
Broadcaster, Professor John Abbott College • ANTOINE BABY
Professeur, Faculté des Sciences de l'Éducation, Université Laval • FRANÇOIS BABY
Professeur, Département de littérature, Université Laval • M.-ANDRÉE BERTRAND
Présidente, Fédération des associations de professeurs d'universités du Québec • HARVEY WEINER
Président, Association provinciale des enseignants protestants • ROBERT DOBIE
Secrétaire général, Provincial Association of Catholic Teachers • GINETTE GOSSELIN
Présidente, Fédération québécoise des infirmières et infirmiers • RODRIGUE DUBÉ
Président, Alliance des professeurs de Montréal • JACQUES COUTURE
Président, Syndicat des professeurs du Québec Métropolitain • RAYMONDE BOSSÉ
Vice-présidente, Fédération des infirmières et infirmiers unis • HÉLÈNE PELLETIER
Présidente, Fédération des syndicats professionnels d'infirmières et d'infirmiers du Québec • MME SUZANNE DUMONT
Présidente, Syndicat des professeurs de l'Université Laval • LOUIS LABERGE
Président, Fédération des travailleurs du Québec • FERNAND DAoust
Secrétaire général, Fédération des travailleurs du Québec • CLÉMENT GOBBOUT
Directeur québécois du Syndicat des métallos | <ul style="list-style-type: none"> • JEAN LAVALLÉE
Directeur général, Fraternité inter-provinciale des ouvriers en électricité • CLAUDE DUCHARME
Directeur québécois des Travailleurs unis de l'automobile • YVON CHARBONNEAU
Président, Centrale de l'enseignement du Québec • ALICE TREMBLAY
1ère Vice-présidente, Centrale de l'enseignement du Québec • MARIE GAGNON
2ième Vice-présidente, Centrale de l'enseignement du Québec • DONATIEN CORRIVEAU
Président, Confédération des syndicats nationaux • GÉRALD LAROSE
1er Vice-président, Confédération des syndicats nationaux • SYLVIO GAGNON
Secrétaire général, Confédération des syndicats nationaux • PIERRE DUPONT
Président, Fédération des syndicats des mines, de la métallurgie et des produits chimiques (CSN) • LAVAL LE BORGNE
Président, Fédération nationale des communications (CSN) • PIERRE ROSS
Président, Conseil central de Québec (CSN) • J.-L. HARGUINDEGUY
Président, Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec • ROGER LECOURT
Président, Syndicat de professionnelles et de professionnels du Gouvernement du Québec • MARISE PARENT
Centre de santé des femmes de Québec • CLO TROTTE
Centre de santé de la Mauricie |
|---|---|---|---|---|---|